



MOIS DE LA FRANCOPHONIE

LES PLUMES JEUNESSE MISENT
TOUT SUR LEUR ACCENT

RETROUVEZ LES MEILLEURS TEXTES ET
CARICATURES DE CES TALENTS FRANCOPHONES!

► 8-16

ÉDUCATION

ARTICLE 23
L'APPEL À LA
RÉVOLTE A
SONNÉ

► 2

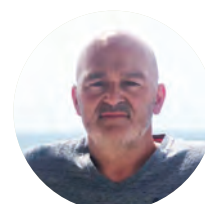
SANTÉ



INSÉCURITÉ
ALIMENTAIRE
SE NOURRIR
DOIT ÊTRE UNE
PRIORITÉ

► 6

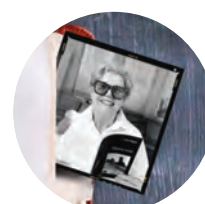
CHRONIQUE



UKRAINE
UN COMBAT
FRATRICIDE

► 18

CULTURE



POÉSIE
LE TEMPS
S'ARRÊTE

► 22

FRANCOPHONIE



SPORT
L'AUTRE
ACTEUR DE LA
COMMUNAUTÉ

► 24



«SE TENIR
À CARREAU»

► 3



EDMONTON

FRANCOPHONIE
INSÉCURITÉ LINGUISTIQUE
LA CHANSON PREND
LA PAROLE

► 3



PROVINCIAL

FRANCOPHONIE
ARCHIVES PROVINCIALES
DE L'ALBERTA
À LA DÉCOUVERTE
DES TRÉSORS DU PASSÉ

► 19



PROVINCIAL

FRANCOPHONIE
PAROLES D'AINÉ.E.S
LE FRANÇAIS SE DÉBAT

► 24



Avec l'application gratuite **Le Francopass**, pratique ton français en découvrant la francophonie locale!



• Pour t'inscrire au FP, rend toi sur : <https://francopass.artsmn.ualberta.ca/>



• Code FP valable du 17 au 30 mars 2022 : **fv8zr5bi**



↑ Pierre Asselin, avocat et parent d'élèves francophones à Edmonton. Léo Piquette, ancien député provincial et ex-président du Conseil scolaire Centre-Est. Elsy Gagné, avocate albertaine. Crédits : Courtoisie

ÉQUIVALENCE : LES CONSEILS SCOLAIRES FRANCOPHONES APPELÉS À FAIRE VALOIR LEURS DROITS

Avocat et parent d'élèves d'Edmonton, **Pierre Asselin** estime que «le démarrage politique a atteint ses limites». Il exhorte les conseils scolaires francophones de l'Alberta à «mieux se faire comprendre», après leur exclusion par le gouvernement du budget 2022 réservé aux infrastructures

Il y a plusieurs avocats, parents d'élèves et anciens députés à s'indigner. La cause, les 251 millions de dollars fraîchement débloqués par le gouvernement de l'Alberta pour le financement d'infrastructures scolaires qui ne profitent à aucune école francophone.

S'indigner est peu dire. M^e Pierre Asselin lâche avec véhémence, au bout du fil : «Je suis complètement épuisé et tanné. Ils [les membres du gouvernement] s'en foutent de nous».

Pour lui, «nous sommes clairement là dans un cas identique à celui qui a conduit la Cour suprême à prononcer un jugement en faveur du Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique» en juin 2020.

«C'est un **bris** de nos droits de parents, conformément à la section 23 de la *Charte canadienne*. Il n'y a pas de doute là-dessus», martèle-t-il.

Me Pierre Asselin trouve cela «intrigant» de voir un tel scénario se produire au moment où la communauté francophone à travers le Canada célèbre le 32^e anniversaire du jugement *Mahé*.

En 1990, la Cour suprême du Canada avait, en effet, reconnu «aux parents appartenant à la minorité linguistique, lorsque le nombre le justifie, le droit de gérer leurs propres établissements d'enseignement».



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

«
LES CONSEILS
NÉGOCIENT AU
LIEU DE DEMAN-
DER CLAIREMENT
LEURS DROITS»
Léo Piquette



MEHDI MEHENNI
JOURNALISTE

Elle avait également établi que «l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* est destiné à remédier, à l'échelle nationale, à l'érosion progressive des minorités et à redresser les injustices du passé».

«CELA PEUT CRÉER DES PRÉCÉDENTS À TRAVERS LE CANADA»
M^e Pierre Asselin rappelle d'ailleurs que «ce jugement est la raison d'être de la section 23 de la *Charte* et dont le rôle est de combattre l'assimilation».

Ce qui l'amène à dire que «le démarrage politique des conseils scolaires de l'Alberta avec le gouvernement provincial a atteint ses limites» et qu'il est temps de «se faire comprendre» et de «faire valoir ses droits».

«Il y a cinq ans de cela, nous avions demandé, en tant que parents, au Conseil scolaire Centre-Nord de nous joindre en justice. Aujourd'hui, il y a des parents qui voudront encore y recourir, pour peu que les conseils scolaires mettent de la ressource», a-t-il lancé.

L'avocat n'est pas le seul à vouloir en découdre auprès de la cour. Léo Piquette, ancien député provincial et ex-président du Conseil scolaire Centre-Est, privilégie, lui aussi, cette option.

«Il y a des conseils scolaires qui sont encore pour la négociation. Or, il n'y a plus de débat là-dessus. C'est un abus et cela peut créer des précédents à travers le Canada. La communauté doit agir tout de suite», fulmine-t-il.

Il relève aussi que «c'est la première année que le gouvernement dit non à toutes les demandes» des écoles francophones et qu'à lire la décision de la Cour et ses interprétations, il ne voit «aucune raison motivant ce refus» comme les demandes ont été faites sur la base d'équivalence».

Cependant, note Léo Piquette, «si les choses en sont arrivées là, c'est que les conseils n'ont jamais emmené le gouvernement en Cour. Ils n'ont pas usé des outils que leur confère la Loi. Ils négocient au lieu de demander clairement leurs droits».

«ON CRÉE UN SYSTÈME SCOLAIRE À DEUX VOIES»
De son côté, M^e Elsy Gagné, avocate albertaine, considère que cette démarche du gouvernement «est injuste et décevante, sans être toutefois surprenante».

«On débloque un budget de 251 millions de dollars et on crée un système scolaire à deux voies : les anglophones d'abord et avant tout, les francophones après», regrette-t-elle.

Or, souligne la juriste, «une telle décision a pour effet de faire bris ou d'attaquer nos droits constitutionnels tout en empêchant les élèves francophones d'accéder à une éducation juste et équitable».

Plus encore, elle estime que «cette exclusion s'oppose carrément à la décision de la Cour Suprême du Canada dans l'affaire du Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique».

Elle explique que «cette décision a pourtant tranché sur le fait que des objectifs visant à réaliser des économies ou à équilibrer un budget ne sont pas suffisants pour justifier la violation de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*».

De ce fait, M^e Gagné pense qu'une «des conséquences directes de cette décision aura pour effet de rassembler davantage les francophones sur la scène publique afin d'invoquer un bris injustifié de leurs droits constitutionnels tout en causant un préjudice grave».

Pour elle, «les francophones de l'Alberta devront continuer à lutter contre cette forme d'injustice et défendre la même expérience éducative de qualité équivalente entre les francophones et les anglophones».

Et de conclure : «Il faut toujours se rappeler que les droits, quoique défendus, ne sont pas absolus». ▲

LE CSCN ENVISAGE DE POURSUIVRE LE GOUVERNEMENT PROVINCIAL

Le 23 mars dernier, lors de sa réunion ordinaire, le Conseil élu du Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN) a adopté unanimement le fait de confier le mandat au directeur générale d'explorer toutes les avenues possible incluant au niveau juridique pour faire avancer les dossiers d'immobilisation et du financement du CSCN.



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

Cette réponse fait suite à l'exclusion par le gouvernement provincial des demandes d'immobilisations francophones du budget 2022. En effet, suite à cette décision budgétaire, le gouvernement albertain ne respecte pas l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* et le jugement de la Cour suprême prononcé en juin 2020 concernant l'équivalence des écoles francophones en milieu minoritaire.

Ce dernier recours est envisageable si toutes les autres possibilités pour faire respecter l'équivalence scolaire de ses écoles francophones n'aboutissent pas. «Le CSCN continuera de revendiquer avec ferveur une éducation en français langue première qui est véritablement équivalente à celle offerte en anglais et en immersion», déclare Tanya Saumure, la présidente du CSCN par voie de communiqué de presse. ▲



«
LA VOIX EST
VUE COMME UNE
DIFFÉRENCE,
ALORS C'EST UN
DÉFI D'EN PARLER
[PUBLIQUEMENT]
PUISQU'IL
L'ENTEND »
Andrea MacLeod



↑ Joël Lavoie, le directeur de la Fondation franco-albertaine et Ghislain Bergeron. Crédit : Gabrielle Beaupré

DIFFICULTÉS D'ÉLOCUTION ET INSÉCURITÉ LINGUISTIQUE VONT DE PAIR

Membre à part entière de la francophonie albertaine, **Ghislain Bergeron** a longtemps souffert de difficultés de langage liées à des problèmes d'élocution. Aujourd'hui, il revient sur ce parcours qui lui a fait connaître l'insécurité linguistique. Une situation qui ne surprend pas **Andrea MacLeod**, professeure en sciences et troubles de la communication de l'Université de l'Alberta.



GLOSSAIRE

PERPÉTUITÉ

Durée infinie, caractère de ce qui dure toujours

GABRIELLE BEAUPRÉ

JOURNALISTE



↑ Ghislain Bergeron a été chanteur dans le groupe *Ghislain Bergeron et son ensemble* au cours des années 1970. Crédit : Courtoisie

a alors suivi une thérapie de modification du bégaiement (*stuttering modification therapy*) auprès du Dr Charles Van Riper, à l'Université de Kalamazoo, au Michigan (États-Unis). Cette approche consistait à bégayer à l'extrême afin de «s'en tanner». Après un mois, sa parole était fluide. «Quand je suis revenu à la maison, c'était un miracle!» Malheureusement, après un certain temps, ses problèmes d'élocution reviennent. Le travail qu'il a fait sur sa voix au sud de la frontière s'était estompé. «J'ai commencé à me sentir caler dans le sable mouvant», raconte-t-il, les yeux mouillés.

CONTOURNER LES SITUATIONS
Avec le temps, M. Bergeron a développé de nombreuses astuces pour ne pas parler en public. Lorsqu'il allait dans un magasin, il s'assurait toujours d'avoir de petites fiches explicatives avec lui afin d'éviter de parler aux employés. Sur celles-ci, «il était écrit d'avance ce que je voulais et je leur montrais».

Dans les réunions, afin de ne pas avoir à se présenter au début des rencontres, il avait pris l'habitude de se placer à un endroit où il peut s'esquiver à la salle de bain lorsque son tour vient. «Je l'ai fait une centaine de fois», s'esclaffe-t-il. Sa peur de parler en public reste aujourd'hui présente. L'orthophoniste et professeure au département des sciences et troubles de la communication de la faculté de médecine de réadaptation de l'Université de l'Alberta, Andrea MacLeod, explique que la peur de parler en public est liée aux expériences négatives vécues dans le passé.

La personne qui bégaye ne veut pas revivre les événements à **perpétuité**. Elle ajoute que la personne qui bégaye a l'impression que son interlocuteur «a une attente particulière et craint que celle-ci ne soit pas patiente [vis-à-vis d'elle] et ne l'écouterait pas».

POUSSER LA CHANSONNETTE
Néanmoins, Ghislain Bergeron, dans ses temps libres, pousse la chansonnette. Pour lui, chanter, même en public, ne le dérange pas. «Je n'ai jamais bégayé puisque je fais exactement ce qu'il faut faire. Respirer et prendre un rythme.» Membre de la scène musicale albertaine depuis la fin des années 1950, il continue à se produire en spectacle à l'aube de ses 80 ans. Il a d'ailleurs participé au

Galala Après-Dark, un événement de musique amateur organisé par le Centre de développement musical (CDM), en interprétant la chanson ayant pour titre *Et maintenant, que vais-je faire?* Andrea MacLeod explique que «le chant amène une parole fluide puisque le rythme de celle-ci est géré par la musique». De plus, le chant n'induit pas la spontanéité du langage parlé ni son stress. «C'est quelque chose qui détend et qui amène un plaisir.» Il y a encore 12 ans, Ghislain Bergeron n'aurait jamais été capable de discuter de son bégaiement. «C'était un sujet trop difficile», dit-il en prenant une grande respiration, tout en laissant couler une larme sur sa joue. «La voix est vue comme une différence, alors c'est un défi d'en parler [publiquement] puisque [l'interlocuteur] l'entend», note Andrea MacLeod.

LE POINT TOURNANT
L'addition de plusieurs événements marquants dans sa vie au cours de l'année 2010 a changé ses craintes. Elles sont devenues un atout. Ainsi, le fondateur du bureau de comptabilité Bergeron & Co se rappelle avoir discuté pour la première fois avec deux jeunes bégues en les rassurant, «vous pouvez avoir du succès dans la vie même avec ce problème-là». Parallèlement, Joël F. Lavoie, le directeur général de La Fondation franco-albertaine, a invité Ghislain Bergeron à le seconder lors de conférences afin qu'il partage son expertise en comptabilité. Malgré son insécurité linguistique, M. Bergeron passe auprès de la communauté comme un philanthrope et une figure de crédibilité appréciée de tous. Par la suite, Joël F. Lavoie lui a proposé la présidence de La Fondation, rôle qu'il a occupé de 2010 à 2016. Pour lui et les membres du conseil d'administration, il était la meilleure personne pour ce poste. Et son problème d'élocution? «Pour moi et la majorité des gens, ce n'était pas un problème. C'est plus lui que ça dérangeait que les personnes autour de lui», relate Joël F. Lavoie.

M. Lavoie raconte qu'au début, lorsque Ghislain Bergeron a accepté la présidence, il ne voulait pas parler publiquement. De plus en plus, il prend confiance en lui et prend la parole lors des événements de La Fondation franco-albertaine. «Il a inspiré beaucoup de personnes.» ▲

LA RÈGLE DE GRAND-MÈRE GRAMMAIRE

LES HOMOPHONES

Ce sont des mots qui se prononcent de la même façon, mais qui ont une orthographe différente.

Faim / fin / feint

La **faim** est une sensation provoquée par la privation de nourriture.

Fin peut être un nom féminin signifiant le terme de quelque chose. C'est aussi un adjectif signifiant peu épais, de qualité supérieure, subtile ou finalement gentil (français canadien).

Feint est le participe passé du verbe feindre, signifiant simuler, artificiel.

Ex. : Pour assouvir sa **faim**, Samuel a acheté un sandwich avec de fins morceaux de poulet.

Ex. : Rémi a **feint** son malaise. Mais, à notre grand soulagement, ce n'était pas sa fin.

Ex. : Tu es tellement **fin** de m'offrir ces fleurs !



SE TENIR À CARREAU

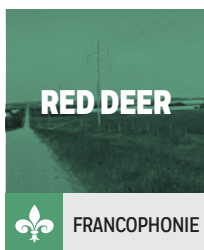
Cette expression qui date du Moyen Âge signifiait se mettre à l'abri lors des batailles pour ne pas être à la portée d'un carreau (projectile) d'arbalète.

Aujourd'hui, cette expression veut dire «être sage, discret et sur ses gardes».

Ex. : Paul a triché à l'école. Depuis qu'il a été puni, il se **tient à carreau**.

LA FRAP OUVRE UN QUATRIÈME BUREAU À RED DEER

Quelques mois à peine après l'inauguration de son bureau dans le nord d'Edmonton, **Francophonie Albertaine Plurielle** (FRAP) ouvre une nouvelle antenne à Red Deer, située à égale distance d'Edmonton et de Calgary, le 4 avril prochain. Celle-ci permettra de répondre aux besoins de tous les immigrants francophones de la région.



Un demandeur d'asile est une personne qui sollicite une protection internationale hors des frontières de son pays, mais qui n'a pas encore été reconnue comme réfugié. (Source : www.amnesty.fr/)

GLOSSAIRE
PROMETTEUSE
Qui donne à espérer



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

Enthousiaste que la FRAP s'établisse dans cette nouvelle municipalité, Alphonse Ahola, son directeur général, note que le besoin de ce bureau date depuis trois ans déjà. «Nous recevions des appels [de nouveaux arrivants] et il y avait également des organismes locaux tels que [l'ACFA régionale] qui nous en référaient.»

Déjà en 2016, selon les données les plus récentes de Statistique Canada, Red Deer comptait 14 560 immigrants sur une population de 99 716 habitants, dont 1 225 sont francophones.

L'arrivée de la FRAP dans la municipalité vient appuyer le Centre d'accueil francophone de Red Deer dans l'intégration des nouveaux arrivants qui, lui, offre ses activités en virtuel à partir de son bureau de la Cité des Rocheuses (Calgary) depuis le mois de novembre dernier. Leur mandat est similaire : les deux entités offrent un service d'accueil aux communautés immigrantes admissibles aux programmes d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC).

Parallèlement, les francophones non admissibles aux programmes de IRCC, soit les demandeurs d'asile, les travailleurs étrangers, les Canadiens provenant d'autres provinces et les étudiants internationaux, peuvent également profiter des services proposés par la FRAP dans la région.

C'est grâce à un financement du ministère du Travail et de l'Immigration que l'organisme peut ouvrir cette quatrième antenne **prometteuse**. D'ailleurs, Alphonse Ahola indique qu'une partie de ces fonds sont également attribués aux autres antennes situées à Fort McMurray et à Edmonton.



↑ Jean-Samuel Lampron, directeur général de l'ACFA régionale de Red Deer. Crédit : Courtoisie

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada facilite la venue des immigrants, offre de la protection aux réfugiés et, par ses programmes, aide les nouveaux arrivants à s'établir au Canada. Le ministère est également responsable :

- d'attribuer la citoyenneté;
- de délivrer des documents de voyage (comme des passeports) aux Canadiens.

(Source : canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete.html)

DE L'AIDE APPORTÉE

Avoir un bureau de la FRAP sur place enchante Jean-Samuel Lampron, le directeur général de l'ACFA régionale de Red Deer. «C'est une grande joie d'avoir une autre organisation qui va nous ai-



↑ Alphonse Ahola, directeur général de Francophonie Albertaine Plurielle. Crédit : Courtoisie

der à servir davantage la communauté francophone.» Seul employé au bureau de la Régionale, M. Lampron n'a pas les ressources pour aider les nouveaux arrivants à s'établir dans la ville.

Installée sur la 45^e rue, la FRAP offrira des services d'établissements de base dans les écoles et dans la communauté. Ses employés accompagneront les nouveaux immigrants dans leur parcours afin de s'installer dans de bonnes conditions.

Ils les aideront, entre autres, dans leur recherche d'un logement et dans l'accomplissement des tâches administratives, notamment l'inscription dans les établissements scolaires de la ville. Ils seront aussi disponibles pour les aider à comprendre le système politique et économique canadien, souvent différent de celui qu'ils ont pu connaître dans leur pays. ▲



Communauté
Francophone
Accueillante

NOUS NE VOUS SOUHAITONS PAS SEULEMENT LA BIENVENUE NOUS Y PARTICIPONS

TROUSSE D'ACCUEIL

Pour les nouveaux arrivants francophones

APPLICATION MOBILE

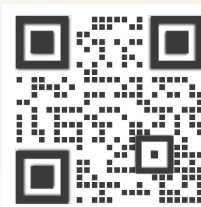
Services et ressources en français utiles à votre installation

Bénéficiez du **SERVICE D'ACCUEIL** sur inscription

Contactez-nous (403) 532-8576.

Une trousse de bienvenue vous attend ! info.calgary@acfa.ab.ca

FRANCOPHONIE-CALGARY.CA/NAF



Financé par :

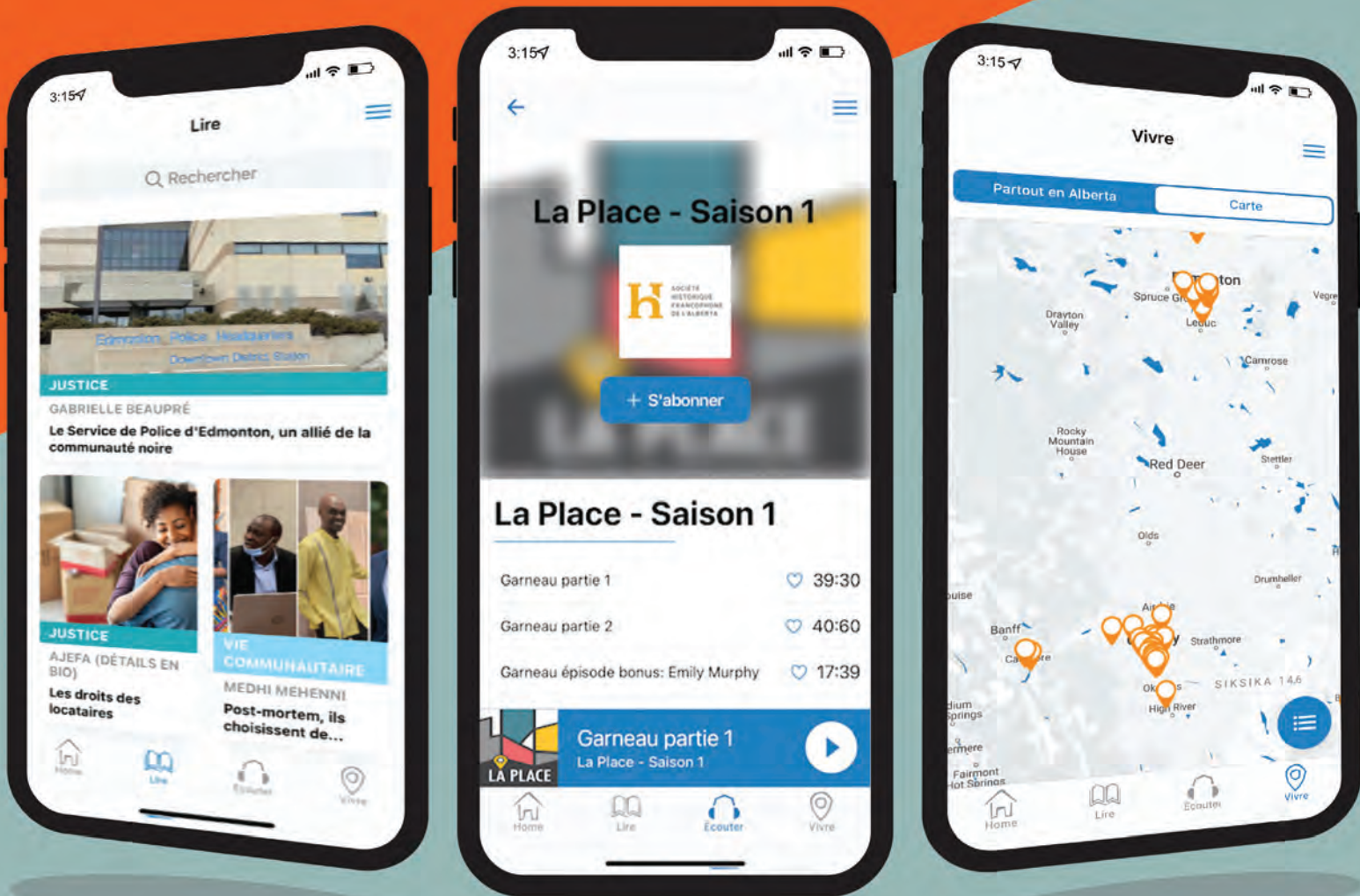
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Funded by:

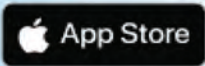
Immigration, Refugees and Citizenship Canada



Votre porte d'entrée numérique vers la francophonie Albertaine n'attend plus que vous!



TROUVEZ ENCORE PLUS DE CONTENU SUR NOTRE APPLICATION MOBILE





LES TWEETS DE LA SEMAINE



**Ahdithya
Visweswaran**

அஹ்தியா விஸ்வேசுவரன்

@AhdithyaV

saint-jean '23
• proud tamil-
canadian & fier
franco-manitobain
en alberta • he/him
il/lui • my tweets
= my opinions ≠
my employer's



Les données et conclusions de ce rapport devraient nous concerner. Elles sont encore plus préoccupantes dans la #frab, pour qui la jeunesse forme un poids démographique importante. La jeunesse assurerait la survie et la pérennité de nos communautés.



Provincial Archives of Alberta

@ProvArchivesAB

The Provincial Archives of Alberta acquires, preserves & makes available records from government, individual people & organizations for researchers of all ages.



Group portrait of four Métis gentlemen sitting on a bench in front of a store in Lac La Biche (A16179).



RUBRIQUE SANTÉ ALIMENTAIRE



↑ Crédit : BRRT / Pixabay

L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE : DE QUOI PARLE-T-ON PRÉCISÉMENT?

L'insécurité alimentaire se définit par l'impossibilité d'avoir accès à une quantité et/ou à une variété suffisantes d'aliments. Il existe plusieurs degrés d'insécurité allant du plus subtil à des degrés considérés beaucoup plus graves.

Parmi les situations qui relèvent de l'insécurité alimentaire, il faut citer : l'incapacité de se procurer des repas équilibrés à base de produits frais à proximité; vivre une situation financière problématique ponctuelle et manquer de nourriture avant que le prochain chèque de paie arrive; devoir sauter des repas et ressentir la faim faute d'argent pour se procurer des aliments.

En 2018, une étude de Statistique Canada démontre «que les événements stressants de la vie liés au travail et à la santé accroissent les risques d'insécurité alimentaire de manière significative. Ils révèlent aussi que les adultes qui ont indiqué avoir vécu au moins deux événements stressants de la vie étaient quatre fois plus susceptibles d'être en situation d'insécurité alimentaire que ceux qui ont déclaré n'avoir vécu aucun événement stressant»¹.

Parmi ces événements stressants, il y a la perte d'un emploi, une situation financière qui se détériore ainsi que les blessures ou maladies personnelles ou subies par un membre de la famille ou un proche.

LES CONSÉQUENCES

L'insécurité alimentaire est, elle aussi, une expérience de vie très stressante et insidieuse. En effet, plus cette insécurité augmente, plus elle entraîne de la frustration et donc du stress. Elle peut créer un sentiment d'**impuissance** et d'aliénation plus ou moins prononcé en fonction de l'individu. Et lorsque vient le temps de se

procurer de la nourriture, un sentiment de honte peut apparaître chez ces personnes déjà très vulnérables.

Cette situation peut être une nouvelle source de stress psychosocial ou amplifier l'effet des facteurs existants. On note d'ailleurs que les personnes ne sont pas toutes égales face à l'insécurité alimentaire. En effet, certains groupes de la population sont plus susceptibles de vivre de l'insécurité alimentaire que d'autres.

On cite notamment les familles monoparentales, les personnes qui dépendent de l'aide gouvernementale comme source principale de revenu, mais aussi celles qui louent leur résidence principale. Un nombre croissant d'études indiquent également un fort lien entre l'insécurité alimentaire et les problématiques de santé mentale.

LORSQUE L'ON ATTEINT LE FOND DU BARIL

Sachant que la perception que l'on porte à sa personne est directement liée à la façon de prendre soin de soi, on constate que les personnes vivant de l'insécurité alimentaire ont tendance à se négliger et à se désinvestir face à leurs problèmes de santé plus générale.

Conscient de ses difficultés, l'individu peut avoir recours à des services de counselling psychologique. Lors de la première consultation, le psychologue questionne la personne sur

la perception qu'il a de sa santé mentale. Afin d'établir le niveau de stress de son client, le thérapeute se base sur le degré et la fréquence de certains sentiments ressentis au cours des deux dernières semaines avant la consultation.

De nombreux sentiments deviennent alors des signaux d'alerte : sentiment de nervosité, d'anxiété ou de tension, incapacité d'arrêter de s'inquiéter ou perte de contrôle des inquiétudes, inquiétudes excessives à propos de tout et de rien, difficulté à se détendre, état de suragitation, facilité à la contrariété et à l'irritabilité ainsi que peur de subir des événements épouvantables.²

De tels sentiments indiquent le degré de stress subi quotidiennement par l'individu et le niveau de risque pour sa santé mentale. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, ces sentiments se sont aggravés à cause de l'isolement social imposé par les mesures sanitaires, la crainte de la maladie et, finalement, l'insécurité financière et alimentaire.

Au moment où 1 ménage canadien sur 5 continue d'indiquer qu'il rencontre des difficultés à respecter ses obligations financières et où la reprise économique reste incertaine, il est crucial de surveiller la sécurité alimentaire et l'état de santé mentale des Canadiens et Canadiennes.

LES SOLUTIONS

En sachant qu'il existe un lien reconnu entre l'insécurité alimentaire et les résultats dépréciés en matière de santé mentale, il est nécessaire de surveiller attentivement les tendances quant au recours aux programmes alimentaires communautaires des municipalités.

Les autorités doivent composer avec la situation d'insécurité alimentaire et en tenir compte lors de la conception des politiques et programmes appropriés. Il est primordial d'orienter les stratégies d'actions en visant l'amélioration du mieux-être des populations vulnérables.

Depuis la mi-mars 2020, la pandémie a eu des répercussions abruptes et profondes sur la vie des Albertains alors que plusieurs ont perdu leur emploi ou ont vu leurs heures de travail réduire comme peau de chagrin. Les effets de l'insécurité alimentaire demeurent un volet de recherche qui doit être soutenu, entre autres, par les instances gouvernementales.

LES ACTIONS SUR LE TERRAIN

À Edmonton, il y a le Volontaires unis dans l'action au Canada (CANAVUA), le seul organisme francophone de bénévolat en Alberta, qui a développé un service de popote roulante, une cantine mobile communautaire. Il gère également une succursale de la banque alimentaire d'Edmonton en français. Ses actions font beaucoup de bien aux plus démunis, tout en offrant aux bénévoles une occasion d'acquérir une expérience canadienne, essentielle pour leur recherche d'emploi ultérieure.

À Calgary, depuis trois ans, le Marché solidaire (MS) vient en aide aux familles immigrantes ou vivant en situation de vulnérabilité. En 2020, lors de la pandémie de COVID-19, les partenaires du MS ont organisé une seconde activité au début de septembre qui a permis de combiner deux programmes sociaux, Stephan's Backpacks et Fresh Routes Calgary, et de distribuer ainsi des fruits et légumes frais aux participants. Une initiative très appréciée des familles en ce début d'année scolaire. ▲

Pour creuser davantage le sujet, consultez :

• Affaires mondiales Canada. 2018. «Programme de développement durable à l'horizon 2030»
cutt.ly/9S864vF

• Pour en savoir plus sur le système alimentaire canadien :
cutt.ly/vS4q6fZ



GLOSSAIRE

IMPUISANCE

Manque de force physique ou morale pour agir

CÉLINE BOSSÉ
DIÉTÉTISTE

(*1) cutt.ly/wS4w9yf
(*2) cutt.ly/nS4eIMG



Mme Céline Bossé est diététiste de santé publique en Alberta. Formée à l'Université de Montréal, au Québec, dans les années 1980, elle exerce dans le domaine depuis plus de 25 ans. Passionnée par la formation populaire dans le secteur de la santé, elle s'intéresse aussi aux étapes de la vie et aux principaux besoins en apports nutritionnels qui doivent être pris en compte. Arrimer la saine alimentation aux normes de la santé publique est un défi de vulgarisation qui a pavé son cheminement professionnel jusqu'à aujourd'hui.



Le stage professionnel, un grand pas vers l'emploi

Lorsque l'on parle de l'éducation à la petite enfance en français au Centre collégial du Campus Saint-Jean, on ne peut s'empêcher d'évoquer les stages professionnels qui accompagnent l'étudiant jusqu'à son diplôme. Rigoureux, intensifs, passionnants et souvent sur mesure, ils offrent une expérience professionnelle unique.

Sandra Hassan Farah, professeure-enseignante en éducation à la petite enfance au Centre collégial, aime rappeler le rôle essentiel des stages qui sont proposés lors de la formation afin d'acquérir la certification d'éducateur de niveau 2 (1 an) ou 3 (2 ans). «C'est une réelle mise en contexte avec pour chacun des stages des objectifs pédagogiques précis.» Rien d'étonnant lorsque l'on remarque que le finissant au diplôme aura un bagage de plus de 750 heures passées en stages pratiques. Ancienne directrice d'un service de garde en Saskatchewan, diplômée en éducation, travailleuse sociale en France et à Djibouti, elle est, avec ses collègues, à l'origine du développement du programme proposé au Centre collégial.

DES STAGES TOUT AU LONG DU CURSUS
Si l'objectif avoué de ces stages est de mettre l'étudiant en contact direct avec les enfants, il peut, dès les premiers jours, offrir certains défis. Nathalie Ouellet termine sa deuxième année, mais elle se souvient très bien de ses débuts.

«Lors de mon stage 1, j'étais super gênée, vraiment pas à l'aise avec le groupe d'âge [3 à 5 ans] dans lequel je me suis retrouvée», dit-elle avec le recul, amusée. «Heureusement, tout le monde est là pour toi. Il suffit d'être honnête envers toi-même, d'en discuter avec ton référent et les choses se placent.» Ce premier stage, hebdomadaire, permet à l'étudiant de prendre ses marques, d'observer, de questionner. Il a ses premières interactions avec les enfants et l'équipe, qui se plie à l'exercice avec toujours beaucoup de plaisir. «C'est aussi le bon moment pour l'étudiant de savoir s'il aime

vraiment cet environnement», ajoute Sandra Hassan Farah. Nathalie Ouellet a fini les cours magistraux pour bientôt valider sa certification de niveau 3. Alors qu'elle entame son troisième stage, elle réalise l'importance de ces moments privilégiés avec les équipes sur le terrain. «Ces stages sont là pour approfondir ce que j'ai appris à l'école. Cela te permet aussi de fonctionner différemment avec les enfants; tes vieilles habitudes de mère restent à la maison», dit-elle, énergique. Et elle sait de quoi elle parle, maman monoparentale d'une fratrie de six, elle a aussi changé son approche avec ses deux derniers depuis qu'elle étudie. Alors que les stages 2 et 4 s'effectuent sur sept semaines à temps plein, l'étudiante avoue que son second stage en période de COVID-19 n'a pas été des plus faciles. Alors qu'il est censé offrir au stagiaire une plus grande autonomie, une grande interaction avec l'équipe, les familles et la communauté, elle a dû le faire en virtuel. «Au début, il y avait énormément de vidéos. C'était la période d'observation, j'ai développé des habiletés à créer des histoires, du contexte et avec le support de l'équipe professorale tout s'est finalement très bien passé.» Aujourd'hui, elle effectue son troisième stage au Centre d'expérience préscolaire et parascolaire Gabrielle-Roy. «Je sens que je fais partie de l'équipe. Je prends beaucoup d'initiatives et j'adore ça. C'est le moment de mettre en application le curriculum L'Envol, favoriser le développement et l'autonomie des enfants, mais aussi leur bien-être par l'ergonomie de l'environnement dans lequel ils évoluent.» Elle insiste d'ailleurs sur la relation avec les parents des jeunes enfants dont elle s'occupe. «J'ai rencontré "une" couple de parents, ils sont habitués à voir des stagiaires. Je n'ai pas eu le sentiment de ne pas être à ma place, bien au contraire», dit-elle, enjouée. Elle ajoute que le rôle du parent au sein de la garderie est aussi très important. Sandra Hassan Farah insiste aussi sur la relation entre les professionnels

de la petite enfance et les familles. «Les familles apprécient énormément le fait que les stagiaires passent par les services de garde. Ils se rendent compte du sérieux de la formation et ont alors confiance en la relève.» Si Nathalie Ouellet a pris un peu de retard dans sa formation à cause d'une grossesse, elle a hâte de commencer son quatrième stage. «J'aurais alors toutes les connaissances pour ouvrir ma garderie en milieu familial!» Un dernier stage couvre la gestion d'un établissement, les réglementations et surtout toutes les normes de qualité imposées par le gouvernement, «un gros pavé!» explique Sandra Hassan Farah tout en relativisant les choses. «Peu importe où vous en êtes dans votre formation, les stages sont une porte d'entrée pour l'emploi.» **UNE CARRIÈRE SE DESSINE** «Lors de tes stages, tu te fais connaître. La communauté francophone de la petite enfance est très solidaire, tout le monde se côtoie», explique Nathalie Ouellet. Elle insiste sur la disponibilité de l'équipe enseignante, sur la flexibilité à aménager les stages en fonction des défis personnels des étudiants et elle n'a aucun doute de trouver rapidement un emploi. Celle qui se dit toujours à l'affût d'en comprendre davantage insiste, «ils [les professeurs] te donnent tous les outils, c'est à toi de les prendre!» Lorsque Sandra Hassan Farah fait le bilan de ces derniers semestres, elle avoue que certains stagiaires «ont forcé mon admiration lors de leur apprentissage». Elle souligne leur capacité à très vite acquérir une maturité qui leur permet de «résoudre des conflits, prendre des directives» et finalement être prêts pour le grand bain. «Lorsque l'étudiant obtient un emploi à temps plein, c'est pour moi une réussite.» Finalement, Nathalie Ouellette l'affirme, «pendant mon stage, lorsqu'un petit garçon a ses yeux qui deviennent grands comme des billes dès qu'il me voit, c'est du pur bonheur. J'ai trouvé ma vocation!»



«LORSQUE L'ÉTUDIANT OBTIENT UN EMPLOI À TEMPS PLEIN, C'EST POUR MOI UNE RÉUSSITE»
Sandra Hassan Farah



«JE SENS QUE JE FAIS PARTIE DE L'ÉQUIPE. JE PRENDS BEAUCOUP D'INITIATIVES ET J'ADORE ÇA»
Nathalie Ouellet

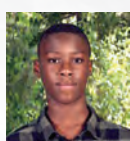


PLUMES JEUNESSE

Le Test des accents Francophone



Par: Daniel Kouadio École: Père Lacombe



DANIEL KOUADIO
ÉCOLE PÈRE-LACOMBE
6^E ANNÉE

Nos jeunes plumes en sont à leurs débuts. Ils nous ont offert un travail remarquable et une participation incroyable.

Toute l'équipe du journal **Le Franco** est très fière de les avoir formées et de leur offrir un espace pour exprimer leurs talents.

Comme ces articles ne sont pas signés par les journalistes du Franco, leur contenu n'a donc pas été vérifié de façon indépendante comme l'usage le veut.

ON AIME NOS ACCENTS!

Pour la deuxième fois cette année scolaire, le Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN) et Le Franco collaborent pour offrir aux jeunes une expérience pratique d'écriture et de création en français. C'est le concours Plumes Jeunesse!

Dans le cadre du mois de la Francophonie, nous avons invité les élèves à s'intéresser aux accents et à questionner notre rapport à ceux-ci.

Les élèves intéressés par le projet ont reçu de la formation personnalisée de la part de l'équipe du journal pour la rédaction de textes journalistiques. Ceux et celles qui voulaient davantage prendre la plume pour faire de la caricature ont reçu, quant à eux, une formation spéciale de Bado, caricaturiste de métier au journal Le Droit. Nous le remercions chaleureusement au passage pour son implication auprès de la jeunesse franco-albertaine.

C'est le fruit de tout ce travail que nous célébrons aujourd'hui. Les contenus qui se démarquent ont été publiés et seront récompensés. Il y a un total de 650\$ en prix à

gagner. Chaque gagnant et gagnante recevra aussi un t-shirt J'ai un accent, je m'en FISH! produit par l'ACFA.

Dans cette édition du 31 mars, nous vous présentons les articles journalistiques et les caricatures sur le thème des accents francophones qui nous ont le plus touchés. Bien sûr, il a fallu faire un choix - difficile - pour déterminer les gagnants de cette édition.

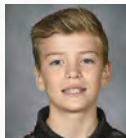
En espérant que ces contenus animeront chez vous aussi une belle réflexion. Nos jeunes nous rappellent ici, souvent avec candeur, mais parfois avec frustration, que tous les accents sont valides et méritent d'être célébrés. Nos accents nous racontent.

De la part de toute l'équipe du journal, nous espérons que vous avez passé un joyeux mois de la Francophonie!

Simon-Pierre Poulin
Directeur général, journal Le Franco



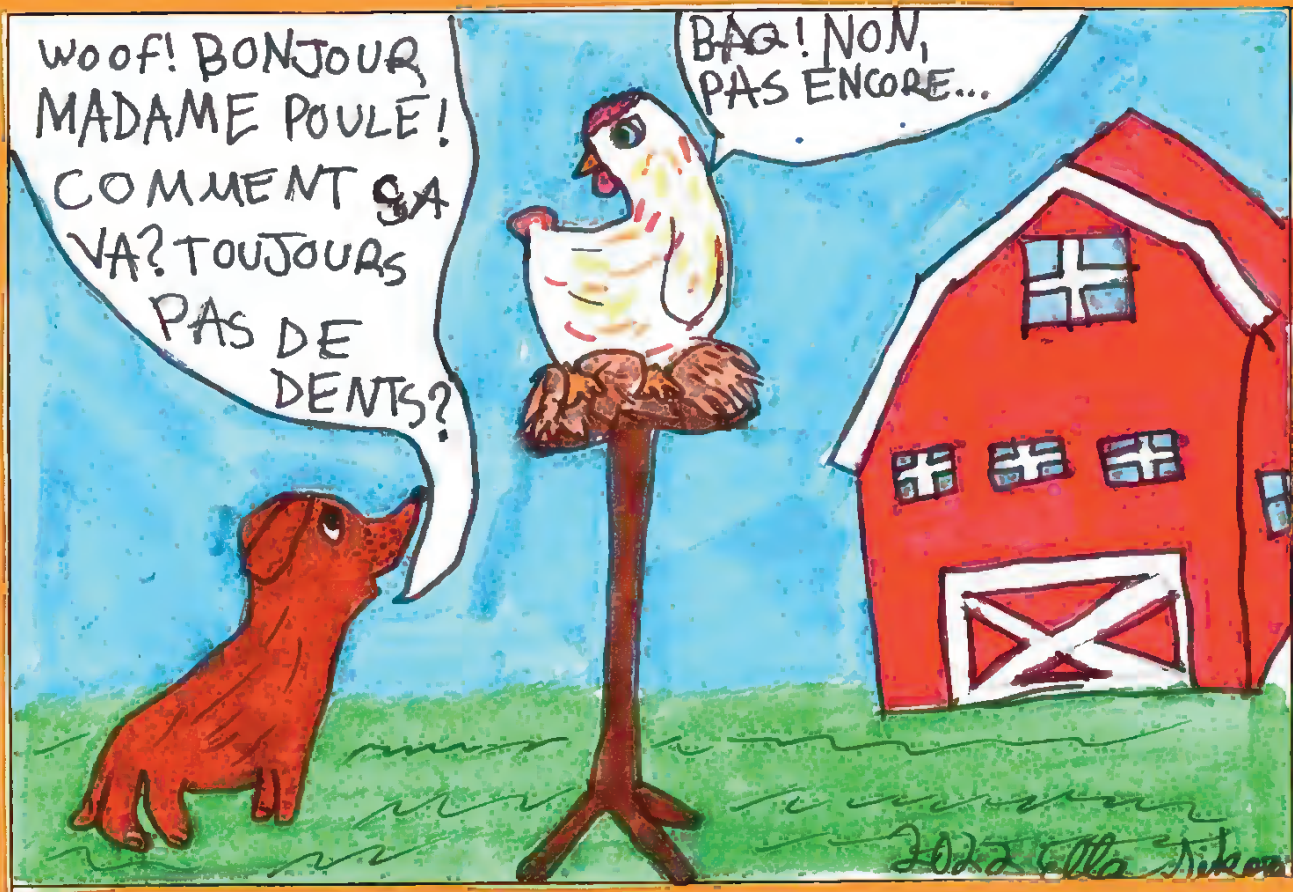
VIOLET SYLVESTRE
ÉCOLE DES FONDATEURS
5^e ANNÉE



SAMUEL MACDONELL
ÉCOLE SAINT-JEANNE-D'ARC
6^e ANNÉE



Ann 18 Feb



ELLA SIKORA
ÉCOLE NOTRE-DAME
5^E ANNÉE

Avocat vs Avocat



LOLIE BIJOU
ÉCOLE CITADELLE
6^E ANNÉE

Panel 1: Luke is in a field, looking confused. He says: "Moi Luke, comment était ton journée?" (Me Luke, how was your day?). A friend replies: "Ça va bien." (It's going well). Luke thinks: "Est-ce que je pouvais te parler en français?" (Was I supposed to talk to you in French?). A friend replies: "C'était bon! On n'avait pas beaucoup de temps!" (That was good! We didn't have much time!). Luke says: "Oui?" (Yes?).

Panel 2: Luke asks: "As-tu des histoires sur ton accent?" (Do you have stories about your accent?). A friend replies: "Non... Pourquoi?" (No... Why?).

Panel 3: Luke says: "Une seconde... Quoi?" (One second... What?). A friend replies: "Je faisais un comic sur les accents, mais j'ai rien." (I was making a comic about accents, but I have nothing). Luke thinks: "En plus ça devait avoir du sens!" (Plus it should have had meaning!).

Panel 4: Luke is thinking: "Pourquoi devait-il avoir du SANG dans un comic sur les accents française?" (Why did it have to have SANG in a comic about French accents?). A friend says: "sans." (sans). Luke says: "Eh, j'ai dit SENS, pas SANG!" (Hey, I said SENSE, not SANG!).

Panel 5: Luke says: "C'est une bonne idée! Je savais que je pouvais compter sur toi." (That's a good idea! I knew I could count on you). A friend says: "Une minute... Tu me donnes une idée! Tu pouvais faire un comic sur notre conversation maintenant." (One minute... You give me an idea! You could make a comic about our conversation now). A lightbulb idea appears.

Panel 6: Luke says: "Bonne chance!" (Good luck!). A friend replies: "A demain Luke!" (See you tomorrow Luke!).



MARC BONIFACIO
ÉCOLE LA PRAIRIE,
8^E ANNÉE



KADIATOU BAH
ÉCOLE SAINTE-
JEANNE-D'ARC,
5^E ANNÉE



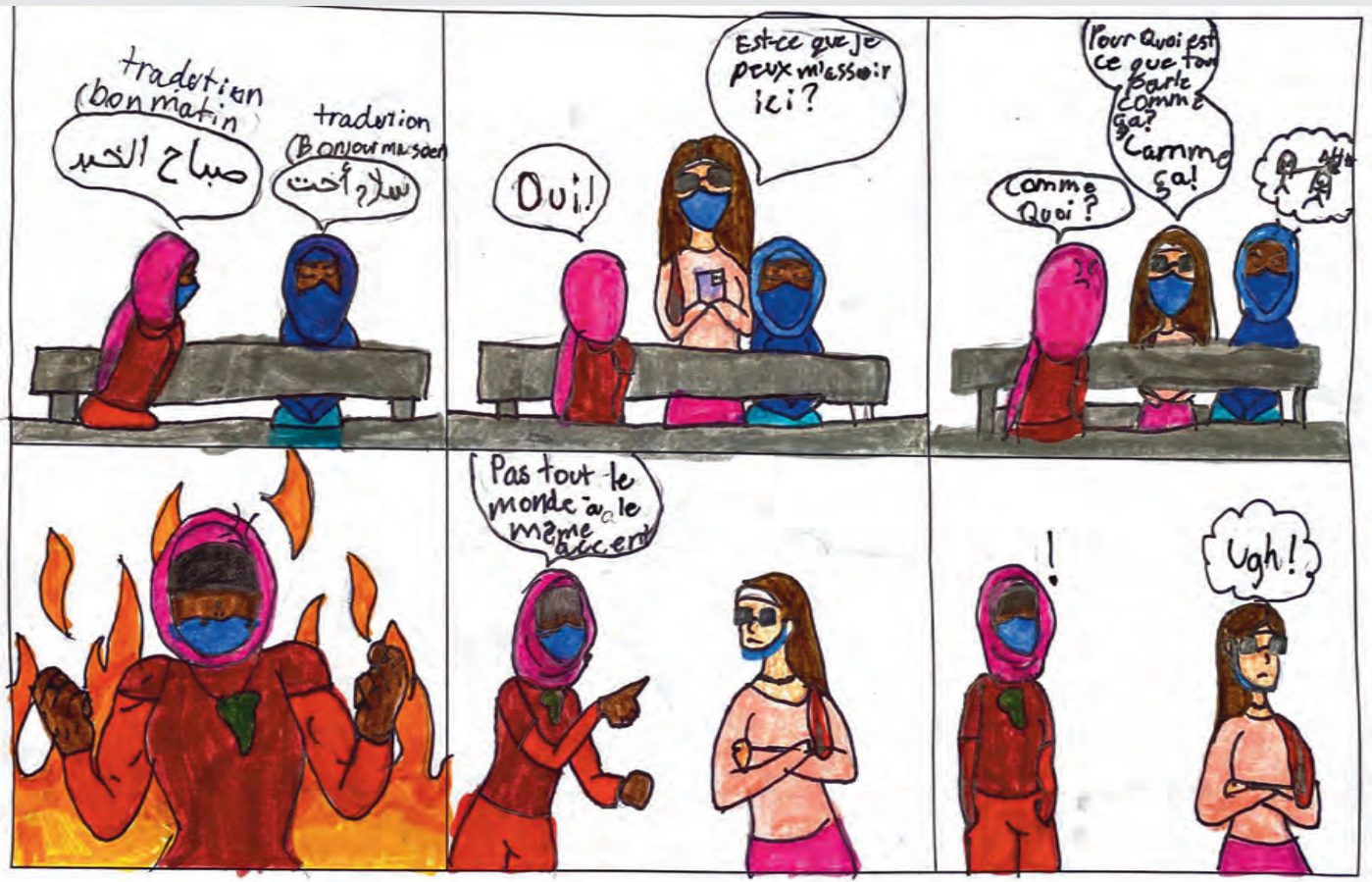
LAURIE NOËL, ÉCOLE BORÉALE, 8^E ANNÉE



ALEXANDRA VDOVIC, ÉCOLE BORÉALE, 6^E ANNÉE



EUNICE KALA, ÉCOLE PÈRE-LACOMBE, 5^E ANNÉE



BINTA BAH, ÉCOLE SAINT-JEANNE-D'ARC, 6^E ANNÉE



↑ Crédit : Brooke Cagle / Unsplash.com. Intervention d'images : Andoni Aldasoro

LE RAYONNEMENT DES ACCENTS FRANCOPHONES

 FRANCOPHONIE



Mars est le mois de la Francophonie à travers le monde. C'est un moment opportun pour célébrer les divers accents francophones.   l' cole Michaëlle-Jean   Edmonton, **Juliette Kukla** et **Dahir Abdi**, étudiants de neuvième année, ont accepté de partager avec la communauté franco-albertaine des expériences personnelles en rapport avec leurs accents en mettant en valeur leur sécurité linguistique.

LES ACCENTS
Les accents existent dans tous les coins du monde; ils sont uniques pour chaque individu. Au Canada, une simple recherche Google identifie qu'il existe plus de 36 accents francophones, le nombre exact demeurant un sujet de débat.
Pour ces deux élèves francophones, les divers accents les unissent. Juliette croit que ses accents sont très importants quand ça vient à son identité. «Puisque j'ai plusieurs accents, je trouve que c'est une compétence très importante pour moi de pouvoir changer d'accent. Je peux me conformer à plusieurs groupes et puis me sentir chez moi avec plusieurs personnes différentes.»
En termes de diversité des accents de la francophonie, Dahir est convaincu que les accents francophones contribuent à l'appartenance. « a contribue à la diversité [...] ça nous **unifie**.»


JULIETTE SAUMURE CAMPBELL
JEUNE PLUME
ÉCOLE MICHAËLLE-JEAN
9  ANNÉE

DANS UN ENVIRONNEMENT MINORITAIRE
Selon le recensement de 2016, il y a plus de 7,9 millions d'habitants canadiens avec le français comme langue maternelle. Cela dit, le français se qualifie comme une langue minoritaire à l'extérieur du Québec.
Plusieurs francophones ont immigré au Canada en provenance d'autres pays francophones, comme l'Algérie, la France et le Niger, pour en nommer quelques-uns. Avec cette multitude de dialectes, les communautés francophones sont riches en accents et diverses en cultures.
Quoiqu'ils aient le français comme langue première ou langue seconde, plusieurs francophones ont le défi de faire valoir leur langue. «Mes amis [anglophones] se moquent de moi parce que je suis francophone», note Dahir.
Contrairement à cela, plusieurs gens se sentent chez eux dans la francophonie et «sécure» avec leurs accents. «Il y a une tellement grande communauté de francophones, je me sens vraiment à la maison partout», confirme Juliette, en ajoutant qu'elle est «chez elle» dans tous les aspects de la francophonie.

LA SÉCURITÉ LINGUISTIQUE
Ouvert en 2016, l' cole Michaëlle-Jean est la seule  cole francophone publique à Edmonton qui accueille des élèves de la 7  à la 12  année.

La diversité est au cœur de cette  cole, les accents se font entendre dans les couloirs et pour Juliette, elle confirme que cette diversité d'accents la rassure et lui donne un sens d'appartenance. «Je me sens très "sécure"   l' cole Michaëlle-Jean avec mon accent — mes accents, parce qu'il y en a tellement. Tellement de niveaux de français, tellement d'accents, tellement de diversité.»
En même temps, Dahir croit aussi avoir une sécurité linguistique à son  cole. «Tout le monde à l' cole [Michaëlle-Jean] à un accent diff rent, donc tout le monde est uni et ensemble.» Les deux étudiants avouent que la communauté francophone autour d'eux les sécurise dans une province majoritairement anglophone. «On est tous ensemble dans la francophonie.»

La Journée internationale de la Francophonie est célébrée le 20 mars à travers le monde depuis 1988 afin de célébrer les liens communs de la langue de Molière. Les Canadiens célèbrent le mois de la Francophonie pendant tout le mois de mars et plusieurs activités sont au rendez-vous chaque année. ▲


GLOSSAIRE
UNIFIER
Réunir avec cohésion



↑ Crédit : Nicolas Lobos / Unsplash.com. Intervention d'images : Andoni Aldasoro

LA JEUNESSE PARLE DE LA VISIBILITÉ FRANCOPHONE

Le manque de visibilité de plusieurs entreprises, programmes et organismes de la communauté franco-albertaine exacerbe les difficultés qu'entraîne la préservation d'une culture minoritaire. Étant l'avenir de la francophonie, qu'en pensent les jeunes?



GLORIA SANOUVI-AWOGA
JEUNE PLUME
ÉCOLE ALEXANDRE-TACHÉ - 10^E ANNÉE

'ici.radio-canada.ca/
nouvelle/1427525/
francophonie-alberta-francais-canada

Selon un article de Radio-Canada intitulé *Les francophones augmentent plus vite en Alberta qu'ailleurs au Canada*, de l'année 2001 à 2016, le pourcentage de francophone vivant dans la province princesse aurait connu une hausse de 35,7 %¹ et le site web officiel de l'Alberta nous informe que 268 615 Albertains et Albertaines parlaient le français en 2016.

Cependant, d'après L'Encyclopédie canadienne, 75% des Franco-Albertains ne sont pas originaires de cette province, ils viennent d'outre-mer ou d'autres régions du pays. Avec un tel afflux de migrants et d'immigrants, les programmes, entreprises et services offerts en français sont d'importances primordiales, surtout pour les jeunes.

Certains adolescents franco-albertains, comme Lionnel Datte, un élève de 10^e année, remarque que les organismes en français sont présents, mais manquent de visibilité et que cela peut faire du tort à la communauté francophone. «Elles ne sont pas assez introduites à la communauté, donc il y a de nombreuses familles qui ne sont pas au courant de leur existence», explique-t-il.

Le Centre d'appui familial est un organisme opérant au sud de l'Alberta qui a pour but de soutenir les familles francophones, francophiles et exogames. La plupart de leurs clients ne sont pas originaires de cette province. Quarante pour cent sont des immigrants et 30% viennent d'autres provinces. Les clients entendent parler d'eux grâce à diverses méthodes, entre autres, par d'autres organismes, le bouche-à-oreille, les réseaux sociaux et les écoles. Mais est-ce assez?

L'UniThéâtre est le seul théâtre francophone d'Edmonton. Il communique beaucoup par bouche-à-oreille et par les réseaux sociaux comme Instagram et Facebook. Le théâtre parvient à atteindre les étudiants francophones majoritairement par la grâce des écoles. Camille Paris travaille à L'UniThéâtre en communication et en marketing. «On s'adresse surtout à des écoles en globalité, dit-elle. Des écoles qui ont un programme de français, mais il n'y a pas de démarche envers les écoles anglophones pour le moment.»

Ceci pose un problème puisque certains élèves de 9^e année quittent les écoles francophones pour terminer leurs études secondaires en immersion ou en anglais. Qu'est-ce que cela peut faire à leur appartenance à la francophonie?

Rosy Kezakimana est l'une de ces élèves et elle dit avoir pu préserver son sentiment d'affiliation à la communauté francophone. Elle a rejoint un programme d'immersion qui, selon elle, «supporte les élèves francophones aussi bien qu'il le peut». Elle se considère toujours francophone et pense finir son éducation dans le programme d'immersion française.

Gloire Nshimiye, une autre élève ayant récemment quitté une école francophone, n'est pas du même avis. Elle atteste qu'elle s'est sentie aliénée de sa communauté et délaissée par celle-ci maintenant qu'elle n'est plus dans une école francophone. «La francophonie en Alberta, dit-elle, c'est à l'école ou c'est nulle part». Elle n'est pas seule. Une enquête menée à l'école Alexandre-Taché auprès des élèves de la 10^e à la 12^e s'est montrée très révélatrice.

Émilie Dumoulin, élève francophone de 12^e année, affirme ne pas connaître d'organismes francophones à l'extérieur de l'école. Quant à elle, Naïla Hashim, élève de 10^e, soulève un point intéressant. Elle constate que les élèves francophones ont tendance à compter sur les habitudes de langue de notre société majoritairement anglophone lorsqu'ils sortent de l'école. Le problème serait-il un manque de **dynamisme** auprès des adolescents dans la communauté?

Un sondage mené auprès de 42 volontaires anonymes de la 9^e à la 12^e montre que 74% de ces élèves ressentent un rattachement à la communauté francophone, mais qu'à peu près 71% des élèves ne se sont jamais informés sur des programmes en français à l'extérieur de l'école.

Efraïm Djewoe, de la 11^e, dit ne jamais avoir cherché des programmes en français, mais préfère plutôt s'engager dans les activités mentionnées à l'école. Fiston Ishimwe, dans la même année, éprouve un grand intérêt pour la

francophonie à l'extérieur des murs de Taché et pense continuer son éducation dans la langue de Molière au Campus Saint-Jean.

Selon Anéla Hébert, une élève ayant poursuivi une éducation en français de la prématernelle à la 9^e, certaines circonstances

nuisent à la communauté. Elle enseigne le français à une jeune fille anglophone et témoigne. «Je voulais l'inscrire à la prématernelle en français parce que son français est très avancé, mais on ne m'a pas laissée parce qu'aucun de ses parents ne parle le français.» À son avis, ceci limite la communauté.

Tous ces jeunes partagent la même opinion. Se frayer un chemin vers une meilleure visibilité, c'est eux qui vont le faire. Ils ont grandi, après tout, dans l'âge des médias sociaux et savent comment se faire entendre.

Plusieurs d'entre eux proposent de mettre en place des programmes qui aident les adolescents à développer leurs propres organismes et projets en français. Ils sont convaincus que c'est par et pour les jeunes que notre communauté gagnera en importance. Cette génération ne devrait pas être sous-estimée. ▲



GLOSSAIRE

DYNAMISME

Capacité de réagir, de s'adapter aux choses et aux événements

Notre Expérience. Votre Avantage.

Nous exerçons dans plusieurs domaines de droit y compris les testaments et successions, litiges civils et accidents de voiture.

Pierre C. Desrochers, c.r. • C. Vincent Kurata • Justin E. Kingston • Céline G. Bégin

1801 TD Tower, 10088 - 102 Avenue, Edmonton, AB T5J 2Z1
T 780.426.4660 F 780.426.0982
www.mccuaig.com

asis
ORTHODONTICS.CA
BIENVENUE!
ON PARLE FRANÇAIS
DR. MARK KNOEFEL
(780) 457-5566



↑ Crédit : Tim Mossholder / Unsplash.com. Intervention d'images : Andoni Aldasoro

TON ACCENT, À TOI POUR LA VIE

FRANCOPHONIE



« AU CANADA, ON CONSTATE ÉGALEMENT UNE HIÉRARCHIE ENTRE L'ACCENT QUÉBÉCOIS, JUGÉ SUPÉRIEUR, AUX ACCENTS DES RÉGIONS FRANCO-PHONES HORS QUÉBEC »

Influencés par nos régions natales, l'historique ancestral et l'héritage de nos ancêtres, nos accents sont plus qu'une langue. Ils communiquent des informations sur toi, et en raison de l'unicité de chacun, il y a autant d'accents que de francophones. Par contre, que survient-il si nos intonations distinctives deviennent un enjeu à notre vie quotidienne?

« Emporter avec soi son accent familial, c'est emporter un peu sa terre à ses souliers », disait l'auteur Miguel Zamacoïs.

Cette citation s'avère de plus en plus représentative dans notre réalité albertaine. L'augmentation de francophones dans notre province est en hausse. Et du coup, il y a une diversité au niveau des accents.

Pourtant, au lieu d'accepter cette diversité d'accents, plusieurs individus classent certains accents français plus haut que d'autres. De ce fait, les locuteurs qui n'utilisent pas le français considéré «international» peuvent être jugés ou même pénalisés de leur intonation. Néanmoins, tout le monde n'est pas d'accord avec cette déclaration.

Une parmi les personnes que j'ai interrogées, «qui ne voulaient pas divulguer son identité», est fortement contre cette déclaration. «... Ton accent n'est pas une barrière en Alberta... La discrimination linguistique est rare et c'est l'individu concerné qui décide d'être "insécure" de sa langue... Je parle mon français bien accentué sans répercussions négatives», dit-il.

Malgré cela, cette affirmation agace Fatou. Originaire du Tchad, elle vit et étudie au lycée en Alberta. Elle n'était pas du tout d'accord et voici pourquoi.

Un jour, un enseignant lui a dit qu'elle parle mal français «à cause de son accent.» Ça l'a beaucoup dérangée, car son identité francophone était niée. «Le français est ma première langue, car je la parle depuis que j'ai 3 ans», dit-elle avec une voix enragée. Ces commentaires rabaissants ont affecté sa confiance langagière jusqu'au point qu'elle «avait de l'insécurité à s'exprimer.»

Elle a ajouté : «Mon français était une barrière de communication... Je ne parle pas l'anglais. Je ne me sentais pas acceptée.»

L'expérience de Fatou n'était pas une première. Marcus, qui a immigré en Alberta du Maroc en 2019, a passé par la même chose dans sa communauté francophone. «J'ai un accent arabe et les gens disaient que ce n'était pas professionnel.» Ces cas ne sont sûrement pas des coïncidences.

Toutefois, la personne anonyme continue à être en désaccord avec Fatou et Marcus. «Vous avez eu de la malchance. Comment est-ce qu'un pays aussi diversifié que le Canada peut juger des accents étrangers», questionne-t-il.

Parfois, les préjugés des accents ne sont pas intentionnels. Rencontrer une élocution étrangère peut vous faire réagir d'une manière inattendue.

Pourtant, il y a des individus qui portent des préjugés inhérents à certaines nationalités et ces accents étrangers les amènent à s'exprimer de leurs opinions biaisées.

Un accent communique des informations sociales sur une personne. Par exemple, l'accent dit beaucoup sur ta provenance géographique. Certains préjugés s'y sont rattachés et on y attribue certaines caractéristiques. Isabelle Violette, sociolinguiste et professeure à l'Université de Moncton, explique ce phénomène ainsi :

«Il s'agit d'une échelle de valeurs sociale. Par exemple, en France, on remarquera que c'est l'accent de Paris qui est considéré meilleur par rapport aux accents du Nord (Lille) et celle des banlieues défavorisées des grandes métropoles. Il s'avère que Paris est la capitale politique et culturelle et que, dans l'histoire de la France, c'est la région qui a été la plus développée et prospère.»

Cela fait que l'accent parisien est hautement estimé et ça donne une bonne impression.

«Au Canada, on constate également une hiérarchie entre l'accent québécois, jugé supérieur, aux accents des régions francophones hors Québec. Plus on "sonne" québécois, plus on tend à être considéré comme parlant un meilleur français», ajouta-t-elle. Des individus qui ne se trouvent pas dans cette catégorie peuvent être traités différemment ou méprisés en raison des biais du destinataire. En ce cas, ça serait considéré comme de la discrimination linguistique.

«C'est un traitement différentiel et injuste d'une personne en raison de la langue qu'elle parle ou ne parle pas, de son accent ou encore de l'usage de certains traits linguistiques», explique Isabelle Violette.

«Il y a des exemples évidents comme refuser d'être embauché pour un emploi. Mais il y a aussi des micro-agressions comme quand un Canadien anglophone ne fait aucun effort pour prononcer correctement un prénom français ou autre», ajoute François Paré, professeur à l'Université de Waterloo. En conséquence, les effets des préjugés négatifs ou la discrimination linguistique sont néfastes.

Selon Isabelle Violette, cela mène à «susciter une honte de soi et de son groupe. La langue étant intimement liée à l'identité, des attitudes négatives envers notre accent peuvent entraîner différents comportements : vouloir changer ou dissimuler son accent ou passer à une autre langue dans laquelle la personne ne se sentira pas juger». C'est ce que les experts appellent l'insécurité linguistique.

En réalité, Fatou et Marcus sont parmi les nombreux à développer cette insécurité en raison de leur expérience acérée. Ils ont **intériorisé** le jugement négatif, ce qui leur a causé de souffrir de cette insécurité. Cela a énormément impacté leur identité.

Enfin et surtout, comment se débarrasser de ce problème de préjugés qui à un profond impact sur plusieurs francophones? La réponse de François Paré est claire. «Par l'éducation. Les accents sont une caractéristique biologique. Presque comme la race. Même si elle essaie fort,

une personne ne peut pas généralement changer son accent. Il faut faire la promotion du fait qu'il y a une grande variété de francophones et que tous et toutes sont égaux.» Je me demande si l'individu anonyme penserait maintenant le contraire.

En étant conscients de nos préjugés et en remettant en question des stéréotypes implicites, nous pouvons nous assurer de créer un environnement plus inclusif. Je vous invite à célébrer ce mois de la Francophonie en reconnaissant la diversité des accents, en gardant à l'esprit des gens comme Fatou et Marcus. Vive la Francophonie! ▲

GLOSSAIRE

INTÉRIORISER

Garder en soi, ne pas divulguer des sentiments, des frustrations



KAYLIE MURANGWA
JEUNE PLUME
ÉCOLE ALEXANDRE-
TACHÉ
9^E ANNÉE

SUGGESTIONS CULTURELLES DU FRANCO!



Les suggestions de cette semaine sont proposées par **Gabrielle Beupré**, journaliste



Alexandra Stréliski.
Étiquette : **Secret City Records**

La pianiste montréalaise Alexandra Stréliski est une compositrice de musique classique et pop. Pour me relaxer et me détendre, j'aime écouter son univers musical.



Trilogie
Des papillons pis...
Autrice : **Alexandra Larochelle.**
Éditeur : **Libre Expression.**

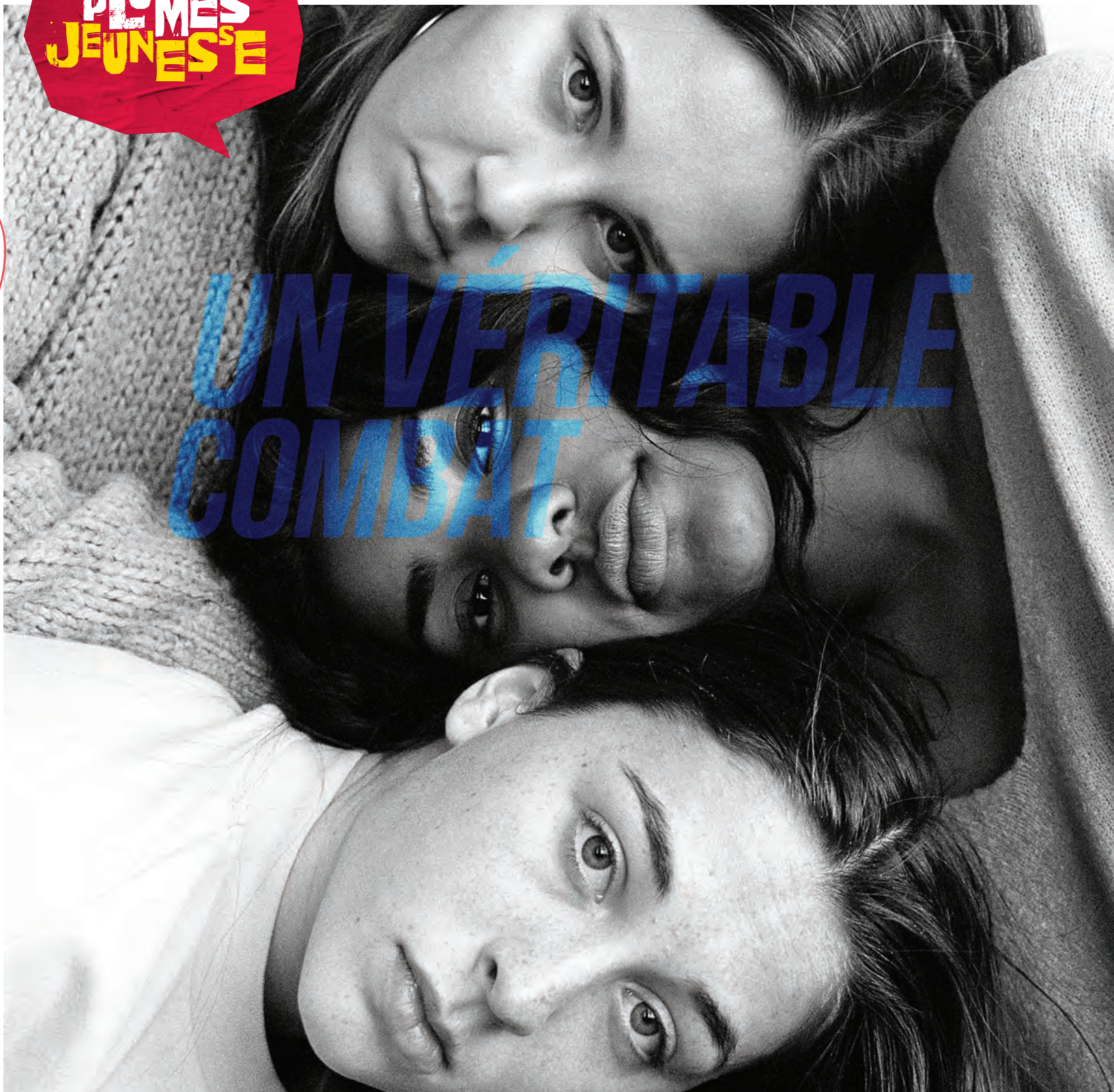
Des papillons pis de la gravité, Des papillons pis du grand cinéma et Des papillons pis des fins du monde sont une trilogie qui suit les aventures de Frédégonde Hauteconde à travers la fin de l'adolescence et le début de l'âge adulte. Elle raconte ses premiers émois amoureux jusqu'à la conquête de ses rêves, tout en relatant ses nombreuses mésaventures. Une lecture légère et divertissante qui vous fera passer par toute une gamme d'émotions.



Bon Cop, Bad Cop.
Réalisateur : **Érik Canuel.**

Si vous n'avez pas les oreilles sensibles et si vous voulez rire de bon cœur, *Bon Cop Bad Cop* est le film d'action idéal pour vous. C'est l'histoire de deux policiers, l'un québécois et l'autre ontarien, qui sont très différents et qui doivent travailler en équipe afin de résoudre un crime.

PLUMES JEUNESSE



↑ Crédit : Gemma Chua Tran / Unsplash.com. Intervention d'images : Andoni Aldasoro

LA FRANCOPHONIE EN ALBERTA : UN VRAI DÉFI À SURMONTER

L'Alberta a toujours été un endroit très multiculturel. De nombreuses personnes y parlent différentes langues, dont le français. Surtout de nos jours, être francophone peut être un véritable combat. Dans une province où le français est une langue minoritaire, il est souvent facile de se retrouver mêlé à tous les anglophones partout où l'on va.

Un problème courant pour les francophones dans une communauté anglophone est qu'il est facile de perdre lentement sa langue maternelle parce que tout ce qu'on utilise est l'anglais. Bien sûr, il peut y avoir des endroits où la plupart des gens parlent français, mais la plupart du temps, partout où l'on va, on n'entend que l'anglais.

LES AVANTAGES DE TRAVAILLER DANS UN ENVIRONNEMENT FRANCOPHONE

Alexandra Tarasenco, conseillère en établissement du CANAF (Centre d'Accueil des Nouveaux Arrivants Francophones), dit que c'est un honneur pour elle de travailler dans un environnement français. Elle a immigré au Canada, en 2009, avec sa famille de Moldavie, un petit pays en Europe.

«C'est la première fois que je travaille dans un environnement francophone et je dois dire que je suis vraiment passionnée par la possibilité de parler en français, pratiquer la langue et apprendre de nouveaux mots. C'est vraiment enrichissant pour moi», dit-elle.

Elle raconte que les avantages sont qu'elle a la possibilité de maintenir sa langue et de ne pas oublier ce qu'elle a appris, il y a longtemps. Elle se sent

mieux, car la langue française est plus proche de sa langue maternelle, le roumain. Elle dit que la culture francophone est aussi plus proche de son identité. «Je me sens plus à l'aise, plus confortable dans la culture francophone.»

LES FRANCOPHONES PERDENT-ILS LEUR FRANÇAIS?

En Alberta, les problèmes de perte d'identité francophone ne touchent pas seulement les adultes, mais surtout les jeunes partout dans la province. En tant que mère de quatre enfants, Alexandra affirme que ses enfants ne peuvent pas toujours pratiquer le français et craint qu'ils perdent lentement leur langue.

«Les problèmes que j'ai rencontrés sont plus concernant mes enfants qui vont dans une école francophone. Ça peut être difficile de trouver une bonne école française ou les élèves peuvent vraiment exprimer leur français.» Elle a l'impression que ses enfants n'évoluent pas assez dans leur langue et que leur français reste au même niveau.

Cette mère francophone affirme aussi que même partout où elle va, les gens voient surtout des choses écrites en anglais. «Même les panneaux et les affiches que nous voyons tous les jours sont uniquement en anglais, ce qui n'est pas bon pour les francophones, car les gens s'habituent à voir tout en anglais dans leur vie quotidienne», s'exprime-t-elle avec **frustration**. «Ce serait bien d'avoir des signes dans les deux langues pour que tout le monde comprenne.»

COMMENT LES FRANCOPHONES PEUVENT-ILS PRÉSERVER LEUR LANGUE ET LEUR IDENTITÉ?

Il y a toujours quelque chose que les gens peuvent faire pour préserver leur langue, quelles que soient les difficultés rencontrées. Alexandra trouve qu'une excellente façon pour préserver la langue française, c'est par la lecture et l'écriture. «Quand on lit dans une langue, ça enrichit le vocabulaire et ça nous permet de garder le niveau dans lequel on parle.»

«Il faut aussi bien sûr regarder des émissions de télé en français, participer aux différentes réunions ou événements avec d'autres francophones où il y a une possibilité de communiquer en français.» Elle dit que depuis qu'elle a commencé à travailler dans un établissement francophone, elle voit que son français s'améliore et qu'elle retrouve sa langue qu'elle n'a pas utilisée depuis longtemps.

Il est clair qu'il n'est pas facile d'être francophone en Alberta. Ça ne l'a jamais été et ça ne le sera probablement jamais. Les francophones risquent de perdre lentement leur langue parce qu'ils ne l'entendent pas beaucoup dans leur vie quotidienne. Heureusement, il y a toujours des choses que les gens peuvent faire pour préserver leur langue et rester à jour dans leur vocabulaire.

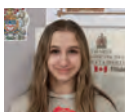
Pourtant, les francophones de l'Alberta continuent de perdre lentement leur langue. Ces petites solutions pourraient-elles vraiment être suffisantes pour les aider à maintenir leur langue à jour?

Ou bien les Franco-Albertains devront-ils constamment se battre pour conserver leur langue principale? ▲



GLOSSAIRE

FRUSTRATION
Sentiment de déception, voir de colère



IULIA TARASENCO
JEUNE PLUME
ÉCOLE BORÉALE
9^e ANNÉE



Pour l’Envol du jeune citoyen

Si le métier d’éducateur en petite enfance est réglementé, le Centre collégial de l’Alberta insiste aussi sur l’importance d’Envol, le cadre pour les programmes d’apprentissage et de garde des jeunes enfants en Alberta. Elaboré au Canada, il repose notamment sur le Curriculum éducatif pour la petite enfance du Nouveau-Brunswick et est devenu la référence dans le milieu éducatif de la petite enfance.

David Caron est gestionnaire des études au Centre collégial de l’Alberta. Son quotidien est de s’assurer que tout est en place pour que l’étudiant puisse suivre son programme sans anicroche et qu’il reçoive finalement sa certification. «Pour cela, l’étudiant doit effectuer un certain nombre d’heures dans les domaines de la numératie, la littératie et bien d’autres qui sont contenus dans le programme de l’Envol et les cours qui lui sont dédiés». Il souligne aussi le nombre d’heures effectuées en stage qui peut approcher un total de 800 heures alors que le minimum prévu pour les mêmes certifications dans d’autres établissements est de 700 heures. Une différence essentielle lorsque l’éducateur prend lui aussi son envol pour accompagner les jeunes enfants dans l’établissement qu’il aura choisi.

ENVOL, UN PROGRAMME D’APPRENTISSAGE QUI FAIT RÉFÉRENCE
«Ce curriculum, Envol, n’est pas obligatoire dans les établissements de la petite enfance», explique David Caron, mais «il deviendra la norme très rapidement», souligne Emmanuelle Sow, la professeure qui enseigne ce curriculum en quatre cours. «C’est le fondement de la petite enfance» basée sur l’approche de Reggio Emilia où l’enfant est «un apprenant puissant et citoyen». «L’Envol, il doit s’apprendre avec le temps, explique Mme Sow, c’est une façon d’être». Elle insiste, «il faut te déprogrammer pour mieux te programmer». Elle qui a fait ses études au Québec voit la différence avec les anciens programmes. «J’étais un peu la G.O (gentille organisatrice). Cela ne fonctionne plus ainsi. Aujourd’hui, c’est l’enfant qui apporte ses intérêts, son bagage culturel, ses valeurs, ses forces» et c’est à l’éducateur de lui proposer le matériel pour qu’il

développe l’intérêt observé. L’enfant prend alors des risques, se trompe et apprend de ses erreurs. «L’éducateur a un rôle de co-apprenant, de co-chercheur, co-concepteur de possibilités.» Elle aime à dire que «l’on redonne à l’enfant le goût de l’imaginaire» aujourd’hui éteint. Lors de ces quatre cours distincts et interreliés, Emmanuelle Sow offre la possibilité aux étudiants de comprendre l’enfant pour pouvoir l’accompagner et interagir avec lui dans un objectif de bien-être et de développement. «Le cours 1, c’est l’observation de l’enfant et l’apprentissage de qui il est. Ensuite, tu dois créer avec l’enfant un milieu de vie qui reflète ses valeurs, ses intérêts, ses besoins d’apprentissage, culturels et familiaux». Elle insiste d’ailleurs sur le fait que «la garderie est le milieu de vie de l’enfant, pas celui de l’éducateur».

Plus tard, «on construit le citoyen. Il faut assurer le bien-être de l’enfant dans son environnement. Cela passe notamment par “les cent langages de l’enfant”». Une désignation qui fait référence aux multiples possibilités que l’enfant possède pour s’exprimer, pour communiquer avec l’autre. Du langage classique, comme la parole et l’écriture, au langage graphique, symbolique, corporel, logique, fantastique, etc. Finalement, dans le quatrième cours, «on rend visibles les apprentissages des enfants, on les partage avec les parents, avec eux-mêmes». Il s’agit d’un moment de partage pédagogique essentiel où ceux qui interagissent avec l’enfant peuvent apporter leur perception et la partager. Emmanuelle Sow rappelle que «le premier enseignant, c’est le parent, le deuxième l’éducateur et le troisième l’environnement». Si Envol est la référence, il est en perpétuelle évolution pour toujours répondre au mieux au besoin de l’enfant.

LE CENTRE COLLÉGIAL, UN ACTEUR ESSENTIEL DE L’ÉDUCATION À LA PETITE ENFANCE
Le programme Envol est toujours en évolution selon Emmanuelle Sow et David Caron. Ce dernier explique notamment que le programme est en constante amélioration, «chaque année de nouvelles notions se greffent». C’est pour cela que le Centre collégial a décidé d’être partie intégrante de ces élaborations en participant aux comités d’évaluation du programme, mais aussi en ayant une enseignante dédiée à celui-ci dans les murs de l’Université MacEwan à Edmonton. Le Centre collégial s’assure ainsi «que le programme est offert en français». Partenaire avec les autres institutions, le Centre collégial représente la niche francophone et est très actif dans l’actualisation du programme. Si Envol a pris forme dans le laboratoire de l’Université MacEwan après «un long processus» et l’aval du gouvernement albertain, il est aujourd’hui le résultat d’une belle collaboration.

David Caron est d’ailleurs très fier de celle-ci, car elle permet au Centre collégial «d’être toujours à jour dans ces programmes sans attendre une traduction qui pourrait prendre des mois». Proactive et visionnaire, l’équipe du Centre collégial espère aussi mettre en place un cursus adapté aux enfants ayant des besoins particuliers. Éducation spécialisée et inclusion est prévue pour 2023 et offrira les meilleurs outils pédagogiques aux éducateurs pour offrir le bien-être à l’enfant s’en pour autant qu’il ne se sente exclu du groupe dans lequel il évolue. Le bien-être de l’enfant passe «par son acceptation dans le groupe dans toute sa diversité». Il conclut, satisfait, «nous sommes des avant-gardistes dans ce domaine».



«
NOUS
SOMMES DES
AVANT-
GARDISTES DANS
LE DOMAINE DE
L’ÉDUCATION
DE LA PETITE
ENFANCE AUX
BESOINS
PARTICULIERS»
David Caron



«
C’EST LE
FONDEMENT
DE LA PETITE
ENFANCE»
Emmanuelle Sow



CHRONIQUE «ESPRIT CRITIQUE»

COMPRENDRE LA GUERRE EN UKRAINE

« QUE VEUT VLADIMIR POUTINE? TELLE EST À VRAI DIRE LA QUESTION QUI SE POSE DEPUIS QUELQUES ANNÉES DÉJÀ »

GLOSSAIRE
COLLECTIVISATION
Processus d'appropriation collective des moyens de production

ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR

1 Même chose en 2012 lorsqu'il estimait que «la Russie ne peut pas dépendre uniquement des moyens diplomatiques et économiques pour résoudre un conflit», ainsi que le 24 février dernier lors d'un discours télévisé («Quiconque essaie de nous empêcher de l'extérieur doit savoir que la réponse sera immédiate et entraînera des conséquences que vous n'avez jamais connues»), puis le 26 février où l'agence russe RIA Novosti produit cette fois un article signé du chroniqueur pro-Poutine, Pyotr Akopov : «La Russie n'a pas seulement défié l'Occident, elle a montré que l'ère de la domination occidentale mondiale peut être considérée comme complètement et définitivement révolue». (cf. fondapol.org)

J eudi 24 février. Il est 4 h du matin. À peine levé, j'apprends que l'attaque tant redoutée de l'armée russe sur l'Ukraine vient d'être lancée. Pour ce qui devait être, disait-on, une invasion de grande ampleur.

Que veut Vladimir Poutine? Telle est à vrai dire la question qui se pose depuis quelques années déjà. Une partie de la réponse se trouve dans son fameux discours du 10 février 2007 à la 43e conférence de Munich sur la sécurité : «l'élargissement de l'OTAN, disait-il à l'époque, est une provocation qui sape la confiance mutuelle et nous pouvons légitimement nous demander contre qui cet élargissement est dirigé».

Ce jour-là, Poutine posait les principes d'une refonte des relations internationales qui guident désormais la diplomatie russe. Mais à l'époque personne ne l'a pris au sérieux. Son discours sera vite oublié comme s'il n'avait jamais été prononcé. Or, force est de constater qu'il est plus que jamais d'actualité.

MOTIFS DE CETTE GUERRE

Outre le motif d'une menace à l'intégrité territoriale de la Russie par l'OTAN — qui fut régulièrement suivi de nombreux avertissements de la part de Poutine, comme les 9 mai 2015 et 2021¹ lors des cérémonies sur la place Rouge de Moscou qui marquent le jour de la Victoire de l'Armée rouge en 1945 —, certains rappellent, non sans raison d'ailleurs, que le sol ukrainien regorgerait de ressources énergétiques, que la mer Noire et la mer d'Azov constituent des points d'entrée et de sortie maritimes stratégiques et commerciaux pour l'Europe et le monde, ou encore que l'Ukraine est un producteur mondial de céréales.

Mais il y a un autre facteur clé à ne pas omettre si nous voulons bien comprendre les enjeux de cette guerre menée par la Russie. Certains territoires et grandes villes ukrainiennes du pays situés au sud et à l'est sont russophones. Songeons à la ville stratégique d'Odessa au bord de la mer Noire, pour ne citer que celle-ci, qui fut fondée par Catherine II de Russie en 1794. Peu importe à vrai dire les intentions de Poutine, la postérité retiendra que ce dernier a fait le choix délibéré, et ce, avec la connivence de la Biélorussie de Viktor Loukachenko, d'envahir un pays indépendant depuis 1991, à la suite de la dislocation de l'URSS.

Faut-il rappeler qu'au début de l'année 2021, la Russie avait massé environ 100 000 soldats à sa frontière avec l'Ukraine? Quelques mois plus tard, le 22 avril — soit le lendemain d'une allocution à la nation russe au cours de laquelle Poutine en profita pour proférer de nouvelles menaces aux Européens —, elle annonçait par la voie de son actuel ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, qu'elle retirait une partie de ses troupes, donnant ainsi à l'Ukraine une impression d'accalmie. En réalité, les tensions militaires dans les régions séparatistes ukrainiennes du Donbass n'ont jamais cessé depuis 2014. Elles auraient même fait environ 130 000 morts.

RETOUR EN ARRIÈRE

L'Ukraine (la petite Russie) et la grande Russie ont toujours été liées. La civilisation russe a pris naissance dans la Russie kiévienne, principauté et puissance européenne entre le 9^e et le 13^e siècle qui avait déjà Kiev comme capitale. À partir du 18^e siècle, c'est pratiquement toute l'Ukraine actuelle qui fait partie de l'Empire russe. Après une brève

période d'indépendance au cours de la révolution russe, l'Ukraine est finalement intégrée à l'Union soviétique en 1922. Dans les années 1930, l'emprise russe se renforce sur l'Ukraine. La collectivisation des terres décrétées par Staline provoqua une grande famine (Holodomor), faisant entre 3 et 5 millions de morts ukrainiens. Les paysans sont alors forcés de fuir leurs villages pour aller travailler dans les régions industrielles, comme l'actuel Donbass avec ses usines gérées par des Russes.

L'Ukraine accède finalement à l'indépendance le 24 août 1991, que le Canada sera le premier à reconnaître le 2 décembre de la même année. Malgré cela, l'influence russe est omniprésente, tout particulièrement dans le sud et l'est du pays où environ 60% de la population parle le russe. Ceci explique pour une bonne part la volonté de ces populations russophones de se séparer du reste de l'Ukraine.

En 2004, l'élection présidentielle ukrainienne voit la victoire du candidat prorusse, Viktor Ianoukovitch. C'est la fameuse «révolution orange». La cour constitutionnelle ukrainienne décide alors d'invalidé cette élection au profit d'un nouveau scrutin qui conduira cette fois à l'élection de Viktor Iouchtchenko. Ce dernier souhaite un rapprochement avec l'Europe, ce que Moscou ne voit pas d'un bon œil. Il faut bien savoir qu'en 2004, sept pays de l'ancienne Union soviétique intègrent l'OTAN. Entre 2004 et 2007, neuf pays de l'ancien bloc de l'Est rejoindront l'Union européenne. Cherchant à maintenir à tout prix son emprise sur l'Ukraine, la Russie augmente alors son prix du gaz. Coup dur pour Kiev.

Affaiblie, coincée entre l'Europe et la Russie, l'Ukraine tente tant bien que mal de maintenir des relations équilibrées. Mais en 2013, alors qu'elle s'apprête à signer des accords commerciaux avec l'Europe, la Russie s'invite dans les négociations et propose à l'Ukraine une aide de 15 milliards

de dollars, ainsi qu'une baisse d'environ un tiers du prix du gaz. Ce qui n'est pas rien quand on sait que l'Ukraine achète la moitié de son gaz à la Russie. Viktor Ianoukovitch, élu président de l'Ukraine depuis 2010, retourne sa veste et accepte l'offre de Moscou.

De nouveau, les europhiles ukrainiens se révoltent et crient leur colère. Au point qu'en février 2014, la révolution de Maïdan force le président Ianoukovitch à l'exil. De son côté, la ligue prorusse, notamment dans le Donbass et dans la Crimée (détenue par la Russie jusqu'en 1954, puis rattachée à l'Ukraine en 1991), voit dans cette révolution un coup d'État. Moscou n'a alors aucun scrupule à masser des troupes à l'est du détroit de Kertch reliant les deux mers (Noire et Azov). Comble de l'absurde : en mars de la même année, Poutine décide un référendum illégal qui se solde par le rattachement de la Crimée à la Russie.

Dans le Donbass, des milices indépendantes prorusses font la loi. Les républiques de Donetsk et de Louhansk sont tour à tour autoproclamées en l'espace d'un mois. La guerre est là pour durer. Il faudra attendre l'année suivante pour parvenir à un accord, celui de Minsk II, mais qui n'a jamais été respecté dans les faits par l'une ou l'autre des parties.

DEUX SOLITUDES

Voilà quelques explications qui, sans justifier l'actuel conflit, permettront peut-être de mieux le comprendre et ainsi battre en brèche quelques préjugés ou idées reçues. La dureté de cette guerre, dont l'issue est tout à fait imprévisible, malgré les déboires de l'armée russe, cache bien que l'âme et la culture du peuple russe, à ne pas confondre avec ses oligarques, sont aussi très sensibles et romantiques et que, malgré sa fragilité et sa vulnérabilité, le peuple ukrainien fait preuve d'une extrême grandeur. ▲

VOULEZ-VOUS CRÉER VOTRE ENTREPRISE ?

Laissez-nous vous accompagner et vous assister!

CDÉA Conseil de développement économique de l'Alberta

Nouveau programme du CDÉA :

INTÉGRATION entrepreneuriale réussie

pour les nouveaux arrivants.

Rencontre personnalisée, ateliers et formation, activités de réseautage, mentorat de connexion, soutien aux transports.

Contactez-nous pour un premier RDV :

Edmonton et les environs : carine@lecdea.ca

Calgary et les environs : olga@lecdea.ca

Ou visitez **lecdea.ca**



Financé par :  Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Funded by:  Immigration, Refugees and Citizenship Canada

BESOIN D'INFORMATION JURIDIQUE?

Nous sommes là pour vous aider!

Par téléphone Sans frais 1 844 266-5822

Par courriel question@infojuri.ca | www.ajefa.ca

Service d'assermentation gratuit à Edmonton





↑ Kate Lazure. «Les archives sont les traces du passé, la compréhension du présent et le fondement de l’avenir.» Crédit : Courtoisie



↑ Dans les voûtes documentaires, la température et l’humidité sont contrôlées pour garder intacts la documentation et les enregistrements sonores et audiovisuels. Crédit : Courtoisie



↑ Ahdithya Visweswaran et Julia Fabbro-Smith ont adoré leur expérience aux Archives provinciales de l’Alberta. Crédit : Courtoisie

LES ARCHIVES PROVINCIALES DE L’ALBERTA LIVRENT LEURS SECRETS

Si la francophonie peine à faire sa place dans la province, un lieu préserve tous ses secrets depuis plus d’un siècle. Étudiants ou chercheurs du Campus Saint-Jean ou simple curieux, la porte des Archives provinciales de l’Alberta (APA) vous est ouverte pour mieux connaître l’Alberta et son passé.



GLOSSAIRE

VOÛTE DOCUMENTAIRE

Lieu physique dans lequel se trouvent conservés les documents



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

Pour plus d’information :
• provincialarchives.alberta.ca



↑ Les Archives provinciales de l’Alberta se trouvent dans un bâtiment ayant une superficie de 11 000 mètres carrés. Crédit : Courtoisie

francophonie dans l’Ouest canadien que deux étudiants du Campus Saint-Jean, Julia Fabbro-Smith et Ahdithya Visweswaran, se rendent aux APA pour consulter les archives. Leur sujet traite de l’Académie Assomption, un couvent catholique francophone pour filles qui a été créé par la congrégation des Sœurs de l’Assomption de la Sainte-Vierge et qui était situé à Edmonton, de 1926 à 1972.

C’est dans une ambiance presque monastique que les étudiants peuvent découvrir ses trésors patrimoniaux. Avant de rentrer dans la salle de lecture, les deux étudiants doivent laisser leurs effets personnels à l’entrée. Ils n’ont le droit d’apporter que crayon de plomb, papier et téléphone cellulaire qui, lui, doit être mis en mode silencieux.

Ils sont accompagnés d’un archiviste qui leur explique la méthode à suivre pour effectuer la demande de documents. Ils doivent décider des documents qu’ils veulent consulter en parcourant le site web de l’APA et «remplir une petite fiche pour chaque document qu’on veut consulter», relate Ahdithya Visweswaran.

Par la suite, l’archiviste est le seul habilité à aller chercher les documents dans ce sanctuaire et les met à disposition dans la salle de lecture. «Nous avons attendu de 30 à 40 minutes», raconte l’étudiant.

Toutefois, pour éviter le temps d’attente, la demande de document peut se faire en ligne avant la consultation. En contactant un archiviste à l’avance, les documents désirés seront prêts le jour de la visite, indique Kate Lazure. L’archiviste aura juste à les présenter au demandeur.

UN COFFRE AU TRÉSOR

Les premières boîtes que Ahdithya Visweswaran et Julia Fabbro-Smith ouvrent ne contiennent pas de documents reliés à l’Académie Assomption. Néanmoins, avec de la patience, «nous sommes arrivés aux boîtes spécifiques où nous avons trouvé toutes nos informations», relate Julia Fabbro-Smith, très satisfaite.

«Il y avait des boîtes et des boîtes [de documentation] sur l’Académie Assomption», dit Ahdithya Visweswaran, comparant l’APA à un coffre à trésor. Ils dépoussièrent les archives du couvent tels que des photographies, des annuaires, des pamphlets publicitaires de l’école et des articles de journaux. Tous des documents originaux.

Le jeune duo francophone a adoré son expérience aux Archives provinciales de l’Alberta. «On était dans la salle avec l’Histoire elle-même. C’est excitant», se remémore Ahdithya Visweswaran. Julia Fabbro-Smith ajoute : «Je me sentais comme une vraie chercheuse en voyant les documents de l’Académie Assomption sous mes yeux!». ▲

www.downtowncanadaplacedental.com

Nous offrons les services suivants :

Urgences acceptées le même jour, Traitement cosmétique, Blanchissage des dents, Remplissage en céramique, Implantations, Couronnes en céramique en une seule visite

Blanchissage de dents GRATUITS pour les nouveaux patients

Situé au centre-ville - édifice Théâtre Citadel

9828, 101A Avenue Edmonton (AB) T5J 3C6

Stationnement remboursé

Dr. Marc Coulembé, dentiste

Tél.: 780 424-6272 | canadaplacedental2@gmail.com

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST

wired wireless

Dr Claude Boutin

B.Sc, D.D.S., D. Ortho., F.R.C.D

Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire

Tél. : (403) 284-5202

www.drboutin.com

Market Mall Executive Professional Centre

Suite 124 – 4935 40 Avenue N.O.

Calgary, AB T3A 2N1

RUDY DESJARDINS

LE café show

EN SEMAINE 6 h

ICI Première Oh+

MIREILLE LANGLOIS

Culture et CONFITURE

SAMEDI 7 h

ICI Première Oh+



SAUF QUE TOUS LES ÉLÈVES ET LES PROFESSEURS ÉTAIENT FRANCO-PHONES, ALORS L'ENSEIGNEMENT SE FAISAIT EN FRANÇAIS, MÊME L'ANGLAIS. ON L'APPRENAIT, MAIS IL ÉTAIT EXPLIQUÉ EN FRANÇAIS»

Ghislain Bergeron

↑ Jean-Claude Lajoie pense que «la francophonie était plus sereine et naturelle avant 1969». Pour Ghislain Bergeron, vivre en français a toujours été normal pour lui. Crédits : Courtoisie

LA LUTTE POUR LA LANGUE FRANÇAISE NE DATE PAS D'HIER



Trois aînés de la communauté franco-albertaine nous dévoilent leur francophonie à travers les années. Depuis presque 70 ans, **Ghislain Bergeron, Jean-Claude Lajoie et Thérèse Dallaire** ont vécu cette francophonie qu'ils chérissent tant avec, semble-t-il, certains défis similaires à ceux rencontrés aujourd'hui par la communauté.

Dans les années 1950, l'Union catholique des cultivateurs (UCC) avait comme objectif d'établir des **paroisses** francophones et catholiques en région rurale en Alberta. Dix familles telles que les Lajoie, les Bergeron et les Girard quittent le Saguenay-Lac-Saint-Jean afin de migrer dans les campagnes albertaines pour cultiver la terre.

Avec cinq autres familles, les Bergeron et les Girard s'établissent à Saint-Isidore dans la région de Rivière-la-Paix. Quant aux Lajoie, ils s'installent à LaCorey, dans le diocèse de Saint-Paul, avec deux autres familles.

À leur arrivée en Alberta, Jean-Claude Lajoie et Ghislain Bergeron sont au début de l'adolescence. Même s'ils n'habitent pas dans la même région rurale, ils ont une expérience similaire de l'école secondaire. Chaque jour, ils ont une heure d'apprentissage de la langue française et le reste des cours sont censés être donnés en anglais.

«Sauf que tous les élèves et les professeurs étaient francophones, alors l'enseignement se faisait en français, même l'anglais. On l'appre-

nait, mais il était expliqué en français», s'esclaffe M. Bergeron.

Quant à Thérèse Dallaire, née Girard, elle a 18 ans lorsque sa famille et elle déposent leurs valises à Saint-Isidore. Peu de temps après, elle déménage dans le village de Saint-Paul pour devenir cuisinière. Elle se rappelle que le français se faisait entendre couramment autant à Saint-Isidore qu'à Saint-Paul.

Dans les paroisses et les régions rurales, de grands événements tels que des pique-niques paroissiaux, des bazars ou les cérémonies de la Saint-Jean-Baptiste sont organisés en français. «C'était la belle époque où la francophonie allait de soi», dit Jean-Claude Lajoie, un brin de nostalgie dans la voix.

LA MODERNISATION DES LANGUES OFFICIELLES

Jusqu'en 1969, les villages francophones de l'Ouest sont isolés puisque la plupart de ses habitants ne voyagent pas souvent dans la province. Une sédentarité qui, selon M. Lajoie, a participé à la sécurité linguistique. «La langue française était protégée», se remémore-t-il.

Lorsque la *Loi sur les langues officielles* proposée par le gouvernement libéral dirigé par Pierre Elliott Trudeau est adoptée en 1969, l'anglais et le français deviennent alors les deux langues officielles du Canada. La dynamique de la francophonie albertaine change. Les organismes francophones commencent à recevoir des subventions de la part du gouvernement fédéral.

Les francophones des paroisses commencent alors à assister à des activités à travers la province. «Il y avait désormais une intercommunication entre les régions telles que Calgary, Edmonton, Rivière-la-Paix et Saint-Paul», se rappelle Jean-Claude Lajoie.

Tanquillement, les francophones commencent à quitter leur village pour s'établir ailleurs. À l'inverse, les anglophones deviennent de plus en plus nombreux dans ces villages auparavant largement francophones.

Dans les milieux ruraux, les deux communautés se mélangent. Comme tous les Franco-Albertains sont capables de parler la langue de Shakespeare, celle-ci prend le dessus sur celle de Molière. Lorsque leurs voisins anglophones sont présents, les francophones adoptent leur langue afin de faciliter la communication.

Dans les lieux publics comme à l'église et lors d'événements bilingues, M. Lajoie raconte que le français est opprimé. Régulièrement, il se fait dire que tout le monde parle anglais, alors pourquoi continuer de parler dans les deux langues officielles? «Ce raisonnement est toujours présent de nos jours», dit-il avec amertume.

DES CHANSONS FRANÇAISES

Bien qu'ils soient aujourd'hui entourés d'anglophones, Jean-Claude Lajoie, Thérèse Dallaire et Ghislain Bergeron continuent à vivre leur francophonie dans leur cocon familial respectif. Ils s'impliquent aussi beaucoup dans la communauté francophone.

Mme Dallaire a travaillé notamment au secrétariat provincial de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) puis a occupé le poste de directrice de la Régionale de Bonnyville. Dans son temps libre, elle est comédienne et a joué sur les planches de L'UniThéâtre.

Jean-Claude Lajoie, lui, s'est démarqué dans le domaine du développement culturel et artistique de la francophonie. Il a notamment été coprésident de la première édition du Festival Edmonton Chante. Quant à Ghislain Bergeron, il a, entre autres, créé le cabinet de comptabilité Bergeron & Co.

Les deux hommes ont une passion commune, la chanson. Lorsqu'ils font des spectacles, ils insistent pour se produire principalement en français, et ce, même si M. Lajoie chante dans les deux langues. Ghislain Bergeron lui ne chante qu'en français.

En vivant dans une province anglophone, ce dernier en a surpris plus d'un. Il se souvient avoir déjà participé à un mariage avec son orchestre francophone Ghislain Bergeron et son ensemble. Sa musique a déçu à l'organisateur de la réception, le père de la mariée, pourtant lui-même francophone. «Après avoir joué trois chansons, il vient nous voir pour nous demander de chanter en anglais.»

Cet homme n'était pas à l'aise parce que plusieurs des invités ne s'exprimaient qu'en anglais. «Pour lui, ce n'était pas normal [que la musique soit francophone]». D'autres membres du groupe se sont alors exécutés pour quelques chansons. Ensuite, l'orchestre a recommencé à chanter en français. La soirée s'est finalement bien déroulée et «tout le monde était content de la musique et on a montré qu'on pouvait s'amuser en français».

L'EFFRITEMENT DE LA LANGUE DE MOLIERE

Aujourd'hui, les trois aînés parlent encore très bien français. Jean-Claude Lajoie est fier de dire que tous les membres de sa descendance sont capables de s'exprimer dans la langue de Molière.

Pour Thérèse Dallaire, la situation est différente. Elle a des petits-enfants et des arrière-petits-enfants qui ne sont pas capables de parler en français. «Je ne sais pas où ça s'est effrité puisque j'ai fait tout mon possible pour qu'on garde le français dans la famille.» Néanmoins, elle les aime tous et elle respecte leur choix de ne pas apprendre sa langue maternelle.

Par contre, même si l'effritement de la francophonie existe dans les familles fondatrices de plusieurs villages et villes albertaines, l'Alberta rassemble tout de même la troisième plus grande communauté francophone au Canada en situation minoritaire.

Certains de ses membres restent cachés puisqu'ils s'expriment constamment en anglais. Ce qui n'est pas le cas de Thérèse Dallaire qui demande à être servie en français partout où elle va. Elle confirme qu'il y a souvent quelqu'un qui est capable de s'exprimer dans sa langue.

«Si tous les francophones de l'Alberta parlaient français entre eux dans les endroits publics, on serait estomaqué de voir combien de personnes parleraient français», conclut Jean-Claude Lajoie. ▲

Gouvernement du Canada / Government of Canada

INVITATION À SOUMETTRE UNE EXPRESSION D'INTÉRÊT CONCERNANT LA DISPONIBILITÉ DE LOCAUX À LOUER À EDMONTON (ALBERTA)

NUMÉRO DE DOSSIER : 81001969

Services publics et Approvisionnement Canada invite toutes les parties intéressées à soumettre une réponse, au plus tard le 21 avril 2021, concernant la disponibilité de locaux à bureaux à louer dans des immeubles à Edmonton, pour un bail de 10 ans débutant le ou vers le 1^{er} septembre 2024.

Pour voir la version intégrale de cette invitation et y répondre, veuillez consulter le www.achatsetventes.gc.ca/biens-et-services/location-de-biens-immobiliers ou communiquer avec Angela Lee au 780-271-8967 ou à angela.lee@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

RUBRIQUE
POÉSIE

Siester

Je cherche le repos

sur des plateaux ocreux des îlots de craie blancheurs arides

aux formes érodées

tu brises la fatigue

sur des amas de pierres des bancs de gravelle relais

provisoires couverts d'éternité

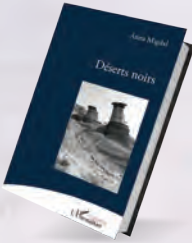
nous désertons le noir trouvons le sommeil au point

aveugle

du soleil

où implorent les couleurs

Ce poème est un extrait du recueil *Déserts noirs* publié aux éditions L'Harmattan.



La démarche du recueil est d'opérer par l'écriture un retournement conduisant de la stagnation au voyage, de l'amertume à l'espoir, du vide au trop-plein, de l'intime à l'espace extérieur, du silence à la parole, du noir au blanc. «Il y a des déserts noirs/aux larmes de sel/aux sables blancs.»



ANNA GURAL-MIGDAL

Anna Gural-Migdal est professeure émérite de littérature et cinéma à l'Université de l'Alberta. Éminente spécialiste d'Émile Zola, elle a publié de nombreux ouvrages et articles sur cet auteur. Elle a été rédactrice en chef de la revue canadienne de cinéma *24 images* et directrice de la revue académique internationale *Excavatio*. *Déserts noirs* est son premier recueil de poésie.

OYEZ,
OYEZ!

VOUS ÊTES
NOS YEUX ET
NOS OREILLES
À LAC LA
BICHE!

POUR LIRE D'AUTRES
BELLES HISTOIRES, N'HÉSI-
TEZ PAS À NOUS CONTACTER
À [REDACTION@LEFRANCO.
AB.CA](mailto:REDACTION@LEFRANCO.AB.CA) ET NOUS PARTAGER
VOS TÉMOIGNAGES.

JE M'ABONNE / J'OFFRE LE FRANCO

1

Je choisis l'abonnement papier de 24 numéros à **48\$ / an.**

☐

2

Je choisis l'abonnement numérique uniquement à **24\$ / an.**

☐

NOM

ADRESSE

VILLE PROVINCE CODE POSTAL

TELEPHONE

CORREIL

À renvoyer accompagné de votre règlement par chèque à :

Des questions?
reception@lefranco.ab.ca

Le Franco
Pavillon II, Suite 303
8627, Rue Marie-Anne Gaboury (91 St) NW, Edmonton,
AB T6C 3N1

Ou pour plus de facilité, payez par carte bancaire en vous connectant
sur notre site WEB





Nous acceptons maintenant les candidatures pour le poste de
président, Financement agricole Canada

Description

Vous ferez preuve de leadership afin d'atteindre les objectifs énoncés dans le mandat de la société, de définir son orientation stratégique, et d'assurer sa viabilité financière, en plus d'agir à titre d'intendant de ses ressources. Vous bâtirez, encadrerez, dirigerez et fidéliserez une équipe de direction à rendement élevé au sein d'une organisation dans son ensemble ou d'une division de grande envergure.

Les qualités requises pour ce poste comprennent, sans s'y limiter, ce qui suit :

- Expérience dans un poste de direction au sein d'une institution financière et passion pour l'industrie agricole et agroalimentaire.
- Diplôme universitaire dans un domaine pertinent, et expérience dans la définition et l'élaboration des orientations stratégiques d'une organisation dans son ensemble ou d'une division de grande envergure.
- Expérience de leadership au sein d'une organisation complexe comportant plusieurs unités d'affaires, modes de prestation ou services partagés.
- Expérience des relations avec des intervenants externes importants pour susciter l'engagement sur des enjeux clés ou pour instaurer un environnement commercial favorable.

Au sujet de Financement agricole Canada

FAC est le plus important prêteur à l'industrie agricole et agroalimentaire canadienne et possède un portefeuille de prêts de première qualité de 41,5 milliards de dollars en plus d'afficher une 28^e année de croissance consécutive. Nous nous attachons à offrir un lieu de travail qui favorise la dignité et l'estime de soi, où les membres du personnel sont représentatifs de la diversité de notre pays. Nous fournissons des solutions de financement, des logiciels de gestion agricole, des connaissances en gestion d'entreprise et d'autres services spécialement conçus pour l'industrie agricole et agroalimentaire qui nourrit une population mondiale toujours croissante. À titre de société d'État fédérale financièrement autonome, nous réinvestissons nos profits dans l'industrie que nous servons ainsi que dans les collectivités où nous vivons et travaillons, et versons au gouvernement du Canada des dividendes dont bénéficie l'ensemble de la population canadienne.

fac.ca

KINCENTRIC

Employeurs de choix

CANADA 2021



Balayez pour connaître les conditions préalables en matière d'expérience professionnelle, les facteurs d'admissibilité, les conditions d'emploi et les exigences linguistiques, ainsi que les détails sur la façon de postuler. nominations.gc.ca.

Date d'examen des candidatures : Le 4 avril 2022



LA PHOTO DU MOIS DE LA FRANCOPHONIE



← Le drapeau franco-albertain flotte dans le ciel de Saint-Paul.
Crédit : ACFA régionale de Saint-Paul

UN BEAU RETOUR POUR LE CARNAVAL DE RED DEER



↑ Les bénévoles sont prêts à recevoir le public.
Crédit : ACFA régionale de Red Deer

La communauté de Red Deer a grandement profité du retour du Carnaval d’hiver de Red Deer la fin de semaine du 25 et 26 février.

Cette année, nous avons eu l’occasion d’avoir notre événement sur deux jours. Vendredi soir, nous avons eu deux artistes qui ont offert un concert durant la soirée, avec des couleurs sublimes sur la patinoire, pour une soirée hivernale magique. On a clôturé la soirée avec des feux d’artifice.

Le Carnaval a continué durant la journée de samedi avec différents artistes et activités ainsi que notre attraction principale, la tire d’érable.



↑ Des activités pour toute la famille comme le hockey de rue. Crédit : ACFA régionale de Red Deer

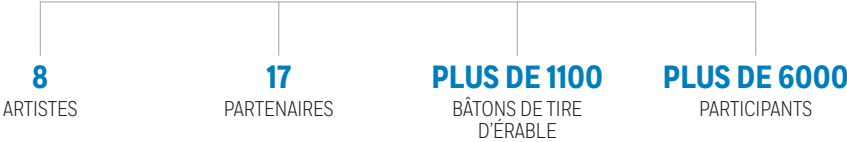


↑ Les commanditaires du Carnaval d’hiver de Red Deer 2022. Crédit : ACFA régionale de Red Deer



↑ Des enfants dessinant des aurores boréales. Crédit : ACFA régionale de Red Deer

NOTRE CARNAVAL 2022 EN QUELQUES CHIFFRES :



Un gros merci à tous les bénévoles et à l’an prochain!
Jean-Samuel Lampron
Directeur de l’ACFA régionale de Red Deer



↑ Le maire de Red Deer Ken Johnston (au milieu) avec notre président Louis Corriveau (à droite) et notre trésorier Michael Sinclair (à gauche).
Crédit : ACFA régionale de Red Deer

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

- **SIMON-PIERRE POULIN**
DIRECTEUR
DIRECTION@LEFRANCO.AB.CA
APPLI@LEFRANCO.AB.CA
- **VALÉRIANE DUMONT**
DIRECTRICE ADJOINTE
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA
- **ARNAUD BARBET**
RÉDACTEUR EN CHEF
REDACTION@LEFRANCO.AB.CA
- **GABRIELLE BEAUPRÉ**
JOURNALISTE
REPORTAGE@LEFRANCO.AB.CA
- **ISAAC LAMOUREUX**
JOURNALISTE
journaliste.edmonton@lefranco.ab.ca
- **CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS**
ÉTIENNE HACHÉ, MEDHI MEHENNI,
CÉLINE BOSSÉ

- La maquette et le graphisme
ANDONI ALDASORO ROJAS
- **LE FRANCO** est la propriété de l’ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d’un texte ou d’une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l’autorisation écrite du journal.
- **Lettres ouvertes:** Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Annonces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l’annonce qui contient l’erreur, si l’erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N’hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l’adresse reception@lefranco.ab.ca

L’équipe du Franco reconnaît qu’elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d’un riche patrimoine pour notre vie communautaire.



Lignes Agates Marketing



Nous reconnaissons l’appui financier du gouvernement du Canada





↑ En août, j’ai exhorté le gouvernement fédéral à fournir un financement permanent et d’urgence au Campus Saint-Jean lors d’une conférence de presse avec le porte-parole du NPD de l’Alberta pour l’enseignement supérieur, David Eggen.

SOUTENIR LE FRANÇAIS EN ALBERTA

« LE PROJET DE LOI DÉPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT RÉPOND À PLUSIEURS DES PRÉOCCUPATIONS QUE J’AI ENTENDUES DE LA PART DES LEADERS FRANCO-PHONES ALBERTAINS »
Heather McPherson

« TOUT D’ABORD, JE CHERCHERAI DES MOYENS DE RENFORCER L’APPLICATION DES PRINCIPES QUI SOUS-TENDENT LA LLO »
Heather McPherson

Le gouvernement fédéral a enfin déposé sa nouvelle mouture de la *Loi sur les langues officielles*, le projet de loi C-13. Cette révision était attendue depuis très longtemps. La *Loi sur les langues officielles* (LLO) a été révisée pour la dernière fois en 1988, avant l’arrivée des télécommunications modernes et d’Internet. Nous avons besoin d’une LLO pour le 21^e siècle, une loi qui favorise et soutient le bilinguisme, qui améliore l’accès aux services fédéraux dans les deux langues officielles et, surtout, qui protège le français en situation minoritaire comme en Alberta.

Le projet de loi déposé par le gouvernement répond à plusieurs des préoccupations que j’ai entendues de la part des leaders francophones albertains. Il reconnaît les pressions qui s’exercent sur le français à l’extérieur du Québec et il aborde les domaines par lesquels on peut avoir le plus d’effet sur la vitalité du français dans des endroits comme l’Alberta, notamment la culture, l’éducation et l’immigration. Je suis heureuse qu’un processus d’examen régulier soit intégré à cette version du projet de loi, pour éviter que nous ayons à attendre encore 34 ans avant de réagir aux inquiétudes. Cela dit, je vais insister pour que des amendements et des précisions soient apportés avant le vote final sur le projet de loi.

Tout d’abord, je chercherai des moyens de renforcer l’application des principes qui sous-tendent la LLO, par exemple, en ajoutant une exigence d’inscrire des clauses linguistiques dans les accords provinciaux-fédéraux. Si une telle exigence avait été en place quand le gouvernement fédéral a annoncé son plan pour les garderies, des fonds seraient disponibles pour les garderies francophones. En l’absence d’une clause linguistique, il revient au gouvernement provincial de déterminer comment les fonds sont répartis.

Je veux aussi savoir comment le gouvernement fédéral soutiendra

l’immigration francophone dans des collectivités comme Edmonton. L’immigration francophone est essentielle à la vitalité du français en Alberta. Malgré le fait que le gouvernement a réitéré son engagement à augmenter l’immigration francophone à l’extérieur du Québec, il n’a pas atteint ses objectifs et il nous faut des précisions sur ce qu’il compte faire pour les atteindre.

Enfin, même si la nouvelle LLO aidera grandement à promouvoir la dualité linguistique au Canada et à protéger les communautés de langues officielles en situation minoritaire, nous avons besoin de plus en Alberta. Nous avons besoin d’un nouvel engagement pour soutenir l’éducation postsecondaire en français.

Depuis deux ans, je fais pression sur le gouvernement fédéral pour qu’il accorde un financement permanent et d’urgence au Campus Saint-Jean (CSJ). L’été dernier, le gouvernement fédéral a offert 13,4 millions de dollars sur trois ans. Le mois dernier, le gouvernement provincial conservateur uni a enfin accepté l’offre fédérale. Mais le travail pour sauver le Campus Saint-Jean est loin d’être terminé.

Alors que le gouvernement provincial ne respecte pas ses obligations contractuelles pour soutenir et faire grandir le CSJ, le gouvernement fédéral doit également admettre sa part de responsabilité. Le Canada a besoin de personnel enseignant formé par le CSJ pour s’acquitter de ses obligations au titre de l’article 23, mais il a aussi besoin du CSJ pour assurer l’accès à l’éducation postsecondaire en langue française dans tous les domaines d’études, et pas seulement de la maternelle à la 12^e année. Quand les jeunes d’expression française en Alberta sont forcés d’étudier en anglais pour obtenir leur diplôme, ça nuit à la vitalité du français en Alberta et dans l’ouest du pays.

Le Campus Saint-Jean a des besoins uniques, mais il est aussi victime des coupes massives du PCU dans l’enseignement postsecondaire qui ont secoué toute l’Université de l’Alberta. Depuis son arrivée au pouvoir en 2019, le gouvernement du PCU a éliminé 450 millions de dollars du budget de l’Université de l’Alberta.



Dans l’ensemble de la province, les frais de scolarité ont augmenté de près de 400 millions de dollars et 1 500 membres du corps professoral et du personnel ont été mis à pied.

Bien que les coupes budgétaires du PCU soient sans précédent, les établissements d’enseignement des autres provinces souffrent également. Il est temps que le gouvernement fédéral reconnaisse l’importance de l’enseignement postsecondaire pour notre économie et qu’il joue un rôle plus important pour assurer l’accès à l’enseignement supérieur pour toutes les Canadiennes et tous les Canadiens. La semaine dernière, j’ai déposé la *Loi canadienne sur l’éducation postsecondaire*, une première étape importante pour augmenter le financement fédéral de l’éducation postsecondaire et pour que les provinces soient tenues de rendre des comptes en matière d’accessibilité.

Je suis reconnaissante de l’expertise que l’ACFA m’a fournie au cours des deux dernières années sur ces questions et je m’engage à travailler avec la communauté francophone pour soutenir le français dans notre province. ▲

« DEPUIS DEUX ANS, JE FAIS PRESSION SUR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL POUR QU’IL ACCORDE UN FINANCEMENT PERMANENT ET D’URGENCE AU CAMPUS SAINT-JEAN (CSJ) »
Heather McPherson

« QUAND LES JEUNES D’EXPRESSION FRANÇAISE EN ALBERTA SONT FORCÉS D’ÉTUDIER EN ANGLAIS POUR OBTENIR LEUR DIPLÔME, ÇA NUIT À LA VITALITÉ DU FRANÇAIS EN ALBERTA ET DANS L’OUEST DU PAYS »
Heather McPherson

Heather McPherson, Députée Edmonton Strathcona
10045 81 Avenue, Edmonton T6E 1W7
780-495-8404
Heather.Mcpherson@parl.gc.ca



↑ 1. Jean-Marc Cloutier appelle pour un tir à droite. Crédit : Isaac Lamoureux 2. L'équipe de curling de Mohamed Kourouma: (de gauche à droite) Laéticia, Eude, Mohamed, et Lamine. Crédit : FSFA 3. Le monde se presse sur la piste de curling. Crédit : Isaac Lamoureux 4. Jean-Marc Cloutier lâchant sa pierre de curling. Crédit : Isaac Lamoureux 5. Jean-Marc Cloutier et son partenaire d'équipe balaient la glace pour placer la pierre de façon stratégique. Crédit : Isaac Lamoureux

LE SPORT EST UN ACTEUR D'INCLUSION POUR LA COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE

Les événements sportifs sont un bon moyen de créer des liens avec la communauté francophone locale. En plus de rassembler la communauté francophone, ils permettent également aux francophiles et aux anglophones de pratiquer leur français.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

Samedi 12 mars, un événement de curling a eu lieu au Shamrock Curling Club pour permettre à la communauté francophone de se connecter. Depuis 2007, Étienne Alary, directeur général du Conseil de développement économique de l'Alberta (CDÉA), organise ce moment convivial en partenariat avec l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) régionale d'Edmonton et la Fédération du sport francophone de l'Alberta (FSFA).

Ce n'est pas la première fois que Jean-Marc Cloutier participe à l'événement. Là pour le plaisir de jouer, il est aussi content de retrouver les personnes qui font vivre la communauté francophone. «C'était bien de jaser avec des gens que je n'ai pas vus depuis un bout de temps à cause de la COVID-19.» Il explique que ces activités sportives sont importantes pour rassembler la communauté francophone.

Mohamed Kourouma, directeur général du Pont Cultural Bridge, est aussi présent sur la glace. Il indique que c'est la première fois que l'ACFA régionale d'Edmonton les invite et c'est très apprécié. Conscient du rôle inclusif de l'événement, il a décidé de créer son équipe avec des membres de la communauté locale plutôt que ces collègues de travail.

De nouveaux immigrants ont donc rejoint avec grand plaisir l'équipe de Mohamed Kourouma. Originaires de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Congo, ils ont pu goûter au plaisir de la glisse avec le balai. «On a eu beaucoup de fun sur la glace parce qu'on a rencontré des gens», dit le directeur général du Pont Cultural Bridge.

Cette soirée de curling francophone a réuni une foule diversifiée. Francophones, anglophones et francophiles étaient autour et sur la glace pour échanger en français et s'engager dans la communauté francophone. «Les gens commencent à comprendre l'interconnexion entre les différents membres de la communauté qui ont des origines différentes», relate Mohamed Kourouma, satisfait.

Il suffit de quitter la glace hivernale pour rejoindre l'herbe printanière, pour se rendre compte de l'importance du sport pour la communauté francophone. Edmonton Fusion FC joue lui aussi un rôle essentiel dans l'inclusion des immigrants francophones au sein de la communauté en virtuel comme en présentiel.

UN TOURNOI QUI A UNI LES LOCAUX ET LES NOUVEAUX ARRIVANTS

L'organisme sans but lucratif réunit depuis des années les admirateurs et les joueurs de soccer. Le Club essaie aussi de rejoindre ces passionnés grâce à d'autres activités. En 2019, juste avant la pandémie et sous l'impulsion de son président Joris Desmares-Decaux, le Club a organisé un tournoi de jeux vidéo FIFA au Campus Saint-Jean. Il a réuni 32 participants venus de tous horizons. Selon M. Desmares-Decaux, cela a été un beau succès où francophones et anglophone se sont retrouvés.

Il y avait beaucoup d'immigrants parmi les participants, juge avec satisfaction l'organisateur de l'événement. Ils ont pu d'ailleurs se rendre compte de l'importance de la communauté francophone d'Edmonton et, pour certains, découvrir le Campus Saint-Jean et La Cité francophone. «C'était super intéressant de voir qu'un tournoi de juste une journée peut attirer une foule si diverse», dit Joris Desmares-Decaux,

soulignant qu'il espère renouveler l'expérience rapidement.

Cet exemple fait partie d'un tout et d'un intérêt généralisé pour le Edmonton Fusion FC. M. Desmares-Decaux explique qu'il reçoit souvent des messages sur Facebook de jeunes francophones vivant en Afrique qui aimeraient venir grossir les rangs des joueurs du Club.

Ces joueurs potentiels demandent même au président du Club de les aider à immigrer. «Le soccer a beaucoup de pouvoir. J'espère que la communauté l'entendra de cette oreille pour pouvoir le développer davantage», dit le président du Edmonton Fusion FC.

LE SPORT POUR FAIRE TOMBER LES BARRIÈRES ET ÉVITER LES PROBLÈMES

Si le Edmonton Fusion FC contribue à unir la communauté francophone, il permet également aux anglophones d'apprendre la langue. La communication entre les joueurs et les entraîneurs de l'équipe masculine peut se faire en français et en anglais. Ce n'est pas une obligation pour eux d'être bilingues, «mais c'est préférable», explique Job Lilango, l'entraîneur en chef.

Il note néanmoins qu'un de ces joueurs, originaire du Nigeria et de fait anglophone, participe sans problème à la vie du Club et aux entraînements. Lorsque Job Lilango écrit ces messages en français dans le chat du groupe WhatsApp du Club, la technologie aide le passionné nigérian à les comprendre. «Il utilise Google Traduction!»

Job Lilango ajoute que le sport ne fait pas que rassembler la communauté, il aide aussi les gens à éviter les problèmes. Il signale que certains jeunes à Edmonton ont tendance à «faire des bêtises». Drogues, petits larcins ou parfois banditisme. Les entraînements gratuits offerts par le Club ont alors un rôle pédagogique. Cela oblige les jeunes à être présents et à s'identifier à un groupe. «Les sports permettent aux francophones de rester connectés dans la communauté», finalise-t-il.

Un point de vue qui rejoint celui de Mohamed Kourouma, qui sait que «le sport est une pratique qui rassemble». Il explique l'importance d'avoir ce genre d'activités au sein de la francophonie pour les francophones et les francophiles. «Ce sont des choses qui vont contribuer à nous rapprocher les uns les autres.» Il conclut en ajoutant que le sport brise les barrières sociales et culturelles entre les gens. ▲

LE CURLING EN QUELQUES CHIFFRES

- ◀ Deux équipes de quatre joueurs s'affrontent sur une glace.
- ◀ La glace est d'une longueur variant de 44,5 m à 45,72 m (146 à 150 pieds).
- ◀ La glace est d'une largeur variant de 4,32 m à 4,78 m (14,2 à 15,7 pieds).
- ◀ Une partie de curling est divisée en huit ou dix bouts (manches).
- ◀ Une partie dure généralement entre 120 et 150 minutes.
- ◀ La maison est la cible et se compose de trois anneaux concentriques de 1,22 m, 2,44 m et 3,66 m (4, 8 et 12 pieds).
- ◀ Le centre de chaque maison, à l'intersection de la ligne médiane et de la ligne du « T », s'appelle le bouton.
- ◀ Une pierre de curling est faite de granite et pèse plus ou moins 20 kg (environ 44 lb).

GLOSSAIRE

INTERCONNEXION
Lien mutuel entre deux ou plusieurs choses

Pour plus d'information :
• shamrockcurling.ca
• pontculturalbridge.ca
• lafsfa.ca
• edmonton.acfa.ab.ca



↑ L'équipe masculine de soccer lors d'une séance d'entraînement en salle. Crédit : Courtoisie